



Au service
des peuples
et des nations



Document de projet du PNUD

Gouvernement de la Tunisie
Partenaire d'exécution: Ministère de l'Équipement et de l'Environnement (MEE)

Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD
Fonds Mondial pour l'Environnement - FEM

PIMS PNUD FEM n° 4851

Planification nationale en matière de diversité biologique en appui à la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 de la CDB en Tunisie

Résumé

Ce projet fait partie de la deuxième génération d'activités habilitantes pour la diversité biologique du FEM. La Tunisie est partie Contractante à la Convention sur la diversité biologique (CDB) depuis 1992. Ce projet répond à la nécessité pour le pays de continuer à remplir ses obligations aux termes de la CDB, en se focalisant plus particulièrement sur l'Article 6 de la Convention et sur la Décision X/2 de la 10^{ème} Conférence des Parties. Avant tout, ce projet est une contribution importante aux efforts de la Tunisie visant à s'aligner au Plan stratégique 2011-2020 de la CDB. Il s'appuie sur l'état d'avancement et les réalisations en Tunisie en matière de planification et de présentation de rapports sur la diversité biologique. Il vise à intégrer les obligations de la Tunisie vis-à-vis de la CDB dans ses cadres nationaux de planification sectorielle et de développement, grâce à un nouveau processus participatif d'élaboration de plans et stratégies en matière de biodiversité. Cette démarche vise à produire des objectifs mesurables en termes de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique. Elle permettra également de s'assurer que les valeurs des biens et services issus des écosystèmes, ainsi que les difficultés et les opportunités liées à l'adaptation et à la résilience fondées sur les écosystèmes, sont bien prises en compte dans ce processus. Le projet atteindra son objectif grâce à la mise en œuvre de trois composantes majeures, dont les activités sont décrites en détail dans la proposition approuvée par le FEM pour les activités habilitantes pour la diversité biologique, à savoir : (1) un bilan participatif sur la planification en matière de biodiversité est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi ; (2) le SPANB est révisé et actualisé et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB ; (3) les cadres nationaux pour la mise en œuvre du SPANB ainsi que pour les mécanismes de présentation de rapports et d'échange dans le cadre de la CDB sont mis en place et renforcés.

Sommaire

Présentation de la proposition approuvée	3
SECTION I : Description du projet	5
Ière PARTIE : Analyse de la situation	5
Point de Depart	5
Analyse et engagement des parties prenantes	5
IIème PARTIE: Stratégie	7
But, objectif, résultats escomptés et réalisations/activités du projet	7
Risques du projet	8
IIIème PARTIE: Modalités de gestion	9
IVème PARTIE : Plan et budget de suivi et d'évaluation	12
Suivi et rapports	12
Exigences de communications et de visibilité	13
Vème PARTIE: Contexte juridique	13
SECTION II : CADRE DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES (CRS) ET PRÉSENTATION DU SURCOÛT DU FEM	15
Ière PARTIE : Analyse du cadre des résultats stratégiques (anciennement cadre logique du FEM)	15
Cadre d'indicateurs dans le cadre du CRS	15
SECTION III : Budget total et plan de travail	19
SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	22
Ière PARTIE : Autres accords	22
Lettre d'Endossement du point focal FEM en Tunisie	22
IIème PARTIE : Termes de référence pour le personnel clé du projet	24
Coordonateur national du projet	24
Consultants du Projet	26
Annexes du Projet	33
Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique	33
Annexe 2. Lettre d'approbation de la Présidente Directrice Générale du FEM	67
Annexe 3. Procès-verbal de la réunion du comité local d'examen des projets (CLEP)	68
Page de signature	73

Présentation de la proposition approuvée

Proposition standard d'activités habilitantes : Sommaire (modèle bleu)

IÈRE PARTIE : IDENTIFICATEURS DU PROJET

- A. CADRE DE L'ACTIVITÉ HABILITANTE
- B. COFINANCEMENT DES ACTIVITÉS HABILITANTES PAR SOURCE ET PAR NOM
- C. SUBVENTIONS DEMANDÉES PAR ORGANISATION, PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PAYS
- D. COÛTS DE GESTION DES ACTIVITÉS HABILITANTES

IIÈME PARTIE : JUSTIFICATION DE L'ACTIVITÉ HABILITANTE

- A. ENVIRONNEMENT ET CONTEXTE DE L'ACTIVITÉ HABILITANTE
- B. BUTS ET OBJECTIFS DE L'ACTIVITÉ HABILITANTE
- C. DÉCRIVEZ L'ACTIVITÉ HABILITANTE ET LE CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET**
- D. DÉCRIVEZ, SI POSSIBLE, LA RENTABILITÉ ESCOMPTÉE DU PROJET
- E. DÉCRIVEZ LE PLAN DE SUIVI ET ÉVALUATION BUDGÉTISÉ
- F. EXPLIQUEZ LES ÉCARTS AVEC LES FOURCHETTES DE COÛTS HABITUELLES (LE CAS ÉCHÉANT) :

IIIÈME PARTIE : APPROBATION/AGRÈMENT PAR LE OU LES POINTS FOC AUX OPÉRATI ONNELS ET LES ENTITÉS DU FEM

- A. HISTORIQUE D'APPROBATIONS ÉMISES PAR LE OU LES POINTS FOC AUX OPÉRATI ONNELS DU FEM POUR LE COMPTE DU OU DES GOUVERNEMENT(S)**
- B. PARTICIPATION À LA CONVENTION
- C. CERTIFICATION DE LA OU DES ENTITÉS DU FEM

Annexe A : CONSULTANTS À RECRUTER POUR L'ACTIVITÉ HABILITANTE

Annexe B : ORIENTATION OPÉRATI ONNELLE DES ACTIVITÉS HABILITANTES POUR LES POINTS FOC AUX

-- Consultez la proposition approuvée à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique --

Acronymes

APR/PIR	Annual Project Review / Project Implémentation Report (Examen annuel du projet/Rapport de mise en œuvre du projet)
BD EA	Biodiversity Enabling Activities (activités habilitantes pour la diversité biologique)
BP	Bureau pays (PNUD)
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CDP	Comité de Direction du Projet
CDR	Combined Delivery Report (Rapport d'exécution trimestriel)
CHM	Clearing House Mechanism (Système d'échange d'informations)
CNP	Coordinateur National du Projet
CPP	Comité de Pilotage du Projet
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
SPANB	Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité
PTAP	Programme mondial de Travail sur les Aires Protégées
QOR	Quarterly Operational Reports (Rapports opérationnels trimestriels)
TBW	Total Budget and Workplan (Budget total et plan de travail)
TEEB	The Economics of Ecosystems and Biodiversity (Economie des écosystèmes et de la biodiversité)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

SECTION I : Description du projet

Ière PARTIE : Analyse de la situation

POINT DE DÉPART

Le présent document de projet (PRODOC) est destiné à rendre opérationnelle au niveau du PNUD et du gouvernement de la Tunisie, la proposition d'activités habilitantes pour la diversité biologique approuvée par le FEM le 08 août 2012. Cette proposition est adjointe au PRODOC à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique et la lettre d'approbation de la Présidente Directrice Générale du FEM se trouve à l'Annexe 2. Lettre d'approbation de la Présidente Directrice Générale du FEM.

Le projet repose sur l'état d'avancement actuel et les réalisations de la Tunisie en ce qui concerne ses obligations aux termes de la Convention sur la diversité biologique (CDB), notamment les processus de planification en matière de diversité biologique et de présentation de rapports sur l'application de la Convention qu'il a mis en place, et sa détermination à mettre en œuvre, au niveau national, le Plan stratégique de la CDB pour la période 2011-2020. Ces processus et réalisations sont résumés dans un tableau à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique, sous le titre « **Environnement et contexte de l'activité de base** ».

Plus précisément, une version antérieure du SPANB pour la Tunisie a été élaboré en 1998. Cette version du SPANB ne contient pas un certain nombre d'éléments des objectifs d'Aichi du Plan stratégique de la CDB et des orientations les plus récentes de la CdP. Le nouveau Plan stratégique de la CDB, adopté lors de la CdP-10 en 2010 à Nagoya, énonce la nécessité d'actualiser les SPANP, précisant dans l'Objectif 17 que « *D'ici à 2015, toutes les Parties ont élaboré, adopté et commencé à mettre en œuvre, en tant qu'instrument de politique générale, une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés pour la biodiversité* ». Le plan stratégique énumère également une série de questions qui devront être intégrées dans les SPANB révisés, notamment les orientations données aux pays pour : a) évaluer en détail la biodiversité et les services écosystémiques, afin d'intégrer ces chiffres dans les stratégies nationales et locales de développement et de réduction de la pauvreté (Objectifs 1 et 2) ; b) augmenter le domaine mondial d'aires protégées terrestres de 12 % à 17 % et le domaine d'aires protégées marines de 6 % à 10 % (Objectif 11) ; c) restaurer et sauvegarder les services écosystémiques essentiels, en particulier pour l'eau, la santé et les moyens de subsistance (Objectif 14) ; et d) renforcer la résilience des écosystèmes aux changements climatiques et encourager les approches d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques fondées sur les écosystèmes (Objectif 15).

Les réalisations et les difficultés des processus antérieurs de planification en matière de diversité biologique en Tunisie sont décrits dans la proposition du FEM (Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique), dans la section intitulée « **Projet de référence : le SPANB en cours et le nouveau Plan stratégique de la CDB** ».

Pris globalement, tous les éléments ci-dessus constituent le « point de départ » et le contexte général du projet en cours d'activités habilitantes pour la diversité biologique de la Tunisie.

ANALYSE ET ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

Il existe un grand nombre de directives expliquant comment les responsables de la planification en matière de diversité biologique peuvent identifier les parties prenantes. Dans les orientations que la CdP donne aux parties sur l'organisation des SPANB et l'élaboration des rapports nationaux, elle souligne à plusieurs reprises que, pour que la transition nécessaire entre la planification en matière de diversité biologique et la mise en œuvre du plan soit effective, chacune des personnes concernées par le résultat du SPANB doit participer dans le processus.

Le processus d'implication des parties prenantes en Tunisie commencera avec les points focaux nationaux de la CDB, l'autorité responsable du SPANB, c.a.d. le Ministère de l'Environnement (ME). Ensuite il sera élargi pour inclure un éventail plus large d'acteurs nationaux. L'élaboration et la mise en œuvre du SPANB en Tunisie formeront un processus inclusif et participatif.

Un comité directeur national et un ou plusieurs groupes de travail, si besoin est, seront constitués pour accompagner le processus de définition des objectifs nationaux, actualiser le SPANB et rédiger les rapports nationaux. Dans la mesure du possible, le comité directeur devra rassembler des représentants de tous les secteurs. Le tableau ci-dessous présente le rôle potentiel des différentes parties prenantes et la justification de leur participation au projet.

Tableau 1. Tableau des parties prenantes

Secteur	Entité/département	Rôle potentiel dans le projet et justification de l'implication
Gestion de la biodiversité et changements climatiques	Ministère de l'Équipement et de l'Environnement	Agent d'exécution et leadership du projet
Agriculture, Habitat Tourisme, Investissement, Culture	Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Équipement et de l'Environnement Ministère du Développement Régional et de la Planification Ministère du Développement et de la Coopération Internationale Ministère du Transport Ministère des Finances Ministère de la Santé Ministère du Tourisme (dont AFT, ONTT) Ministère de l'Industrie Ministère de la Culture ; Ministère de l'Éducation	Implication des secteurs dans les discussions sur les enjeux pour la diversité biologique
Recherche scientifique	Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) Observatoire Tunisien de l'Environnement et du Développement Durable (OTEDD) Agence de Protection de l'Aménagement du Littoral (APAL) Banque Nationale des Gènes (BNG) Institut National de Recherches en Génie Rural, Eaux et Forêts (INRGREF) Institut National de Recherches Agronomiques de Tunis (INRAT) Institut National Agronomique de Tunis (INAT) Institut national des sciences et Techniques de la Mer (INSTM) Institut National des Sciences appliquées de Tunis (INSAT) Faculté des Sciences de Tunis (Tunis, Sfax, Bizerte) Institut des Régions Arides (IRA) Centre de Biotechnologie (Sfax, Borj Cedria)	Fournir des données ; apports techniques au nouveau SPANB, participation dans les comités de rédaction de la stratégie

Secteur	Entité/département	Rôle potentiel dans le projet et justification de l'implication
	Agence Nationale pour la Maitrise de l'Energie (ANME)	
Organisations non gouvernementales / Organisations communautaires autochtones et locales	Sachant que la liste n'est pas exhaustive, ni définitive, on cite parmi les ONG opérants dans le domaine de la biodiversité : Association Tunisienne des Sciences Biologiques (ATSB) Association "Les Amis des Oiseaux"(AAO) Association Tunisienne pour la Protection de la Nature et de l'Environnement (ATPNE) Le Réseau Associatif pour la Nature et le Développement en Tunisie (RANDET) et les autres réseaux d'ONGs environnementaux compétents Association pour la sauvegarde de la médina de Gafsa (ASM Gafsa), les GDA, Groupements Interprofessionnels, Syndicats etc...	Assurer l'implication de la société civile, des communautés, des femmes et des groupes autochtones.
Secteur privé	Compagnies Privées, en particulier celles qui opèrent dans des zones sensibles sur le plan environnemental Les tours opérateurs,	Apporter un avis dans les activités de mainstreaming
Organismes internationaux	Organismes des Nations Unies et partenaires multilatéraux Donateurs bilatéraux désireux de soutenir la gestion de la biodiversité en Tunisie	Apport technique et financier

IIème PARTIE: Stratégie

BUT, OBJECTIF, RÉSULTATS ESCOMPÉS ET RÉALISATIONS/ACTIVITÉS DU PROJET

Le but du projet est de permettre à la Tunisie d'intégrer ses obligations vis-à-vis de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans les processus de planification nationaux a travers des activités habilitantes.

L'objectif du projet est d'intégrer les obligations de la Tunisie vis-à-vis de la CDB dans ses cadres nationaux de planification sectorielle et de développement, grâce à un nouveau processus participatif d'élaboration de plans et stratégies en matière de biodiversité, de manière à suivre les orientations globales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020.

Pour atteindre l'objectif ci-dessus, le projet devra obtenir trois « résultats » (correspondant aux composantes de la proposition du PNUD/FEM, à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique) :

- Résultat 1 – Un bilan participatif sur la planification en matière de biodiversité est établi et des objectifs et indicateurs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs d'Aichi.
- Résultat 2 – Le SPANB est révisé et actualisé et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB.
- Résultat 3 – Les cadres nationaux pour la mise en œuvre du SPANB ainsi que pour les mécanismes de présentation de rapports et d'échange dans le cadre de la CDB sont mis en place et renforcés.

Les résultats du projet, ainsi que les produits et activités correspondants, sont décrits en détail dans la proposition du PNUD/FEM, à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique .

RISQUES DU PROJET

Tableau 2. Evaluation des risques du projet et mesures d'atténuation

RISQUES IDENTIFIÉS	EVALUATION DU RISQUE	MESURES D'ATTÉNUATION
Contributions du gouvernement (personnel de la contrepartie, cofinancements, etc.) tardent à arriver causant des délais dans la mise en œuvre	Faible	Le projet assumera une période de démarrage de trois mois pour mobiliser le personnel, les partenaires et les organismes gouvernementaux autour du projet. L'importance de respecter les processus et le calendrier de la CDB pour les SPANB aidera à maintenir les délais fixés.
Changement de direction au sein des instances gouvernementales pourrait entraîner un retard dans la mise à jour du SPANB	Faible	La création formelle du Comité de Pilotage veillera à ce que le projet sera exécuté en accord avec la proposition et les conclusions de la phase de démarrage. Les efforts de communication et de réseautage du projet assureront le soutien nécessaire au sein des institutions concernées.
Expertise locale trop limitée pour participer de manière efficace dans la mise à jour du SPANB, notamment vis-à-vis des aspects intersectoriels	Moyen	Le conseiller international fournira l'assistance technique et les compétences nécessaires et s'assurera avec l'équipe nationale de projet que l'ensemble du processus de mise à jour reste dans la bonne voie. Par ailleurs, cette expertise externe n'est pas considérée comme étant durable, pour autant le projet appuiera fortement un transfert des connaissances.
Conflits entre les différents ministères et institutions vis-à-vis de l'importance de la biodiversité et son intégration dans la planification sectorielle et de développement	Moyen	La participation des parties prenantes pertinentes sera essentielle lors de l'actualisation du SPANB et de sa mise en œuvre ultérieure. L'équipe de projet visera à identifier des mécanismes pour résoudre tout conflit surgissant lors de l'actualisation du SPANB et de son intégration dans les politiques sectorielles et de développement. Le projet utilisera des outils et procédures spécifiques pour la résolution des conflits, et fera appel à un médiateur national indépendant pour faciliter les discussions et négociations. Le Comité de Pilotage fonctionnera comme un mécanisme de gouvernance de haut niveau pour résoudre les conflits en suspens.
Manque de volonté politique, et faible maîtrise des outils, pour l'intégration et l'ancrage de la mise en œuvre du Plan Stratégique de la CBD et du SPANB dans la planification nationale sectorielle et de développement	Moyen	L'ancrage institutionnel du projet auprès du ME ainsi que l'implication des parties prenantes pertinentes comme le secteur de l'agriculture, de la sylviculture, du tourisme, de l'énergie, ainsi que la participation des organes de planification nationale et coopération internationale, vont assurer l'intégration de la biodiversité dans les politiques nationales sectorielles et de développement. L'équipe et le comité de pilotage du projet rappelleront à ces acteurs aussi les engagements pris par le gouvernement auprès de la CDB sur l'intégration de la biodiversité dans les politiques nationales. Les valorisations de la biodiversité qui seront produites par le projet fourniront des arguments de poids pour convaincre les acteurs sectoriels et de développement. Le Conseiller International SPANB du projet fournira des éléments clés sur les outils les mieux adaptés et les communiquera aux acteurs dès le début du projet. Par ailleurs, une plus grande transparence et participation de la société civile, du secteur privé et de la recherche scientifique à travers le processus d'actualisation du SPANB augmentera la visibilité de ces enjeux.
Manque de données clés pour la définition des objectifs nationaux de diversité biologique en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi	Faible	La présence d'instituts nationaux de recherche spécialisés dans les différents comités du projet aideront avec la collecte des données et fourniront un avis technique et scientifique sur la formulation des objectifs. La participation des ONG, ainsi que des organismes des Nations Unies et partenaires multilatéraux et bilatéraux minimisera ce risque.

NB : d'autres risques pourront être identifiés lors de la saisie des risques sur Atlas et lors du démarrage du projet

IIIème PARTIE: Modalités de gestion

Les dispositions institutionnelles et de gestion de ce projet sont décrites en détail dans la proposition du PNUD/FEM, à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique dans la IIème partie « **ENABLING ACTIVITY JUSTIFICATION** », Section C intitulée « **DESCRIBE THE ENABLING ACTIVITY AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK FOR PROJECT IMPLEMENTATION** » « *Dispositions de mise en œuvre du projet* ».

Le projet durera **26 mois** et sera mis en œuvre **sous la modalité Execution Nationale (NEX)**, en ligne avec la Stratégie de Transition du PNUD (2011-2014) et l'Accord type d'assistance de base (SBAA, 25 Avril 1987) entre le PNUD et le Gouvernement de la Tunisie.

Le **Ministère chargé de l'Environnement** (La Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie) est l'institution gouvernementale chargée de l'administration et de la mise en œuvre du projet et agira en tant qu'agence d'exécution. La responsabilité globale de la mise en œuvre du projet par le l'agence d'exécution implique l'atteinte des résultats du projet.

l'agence d'exécution nommera un **Directeur National de Projet (DNP)**, à temps partiel, lors de sa mise en œuvre. Le DNP sera responsable de la supervision du projet et présidera le Comité de Pilotage du Projet. Conformément à la proposition approuvée par le FEM, le DNP ne sera pas payé à partir des fonds du projet, mais il représentera une partie de la contribution de la Tunisie au projet. Le DNP sera appuyé administrativement par un Coordonateur National de Projet (CNP), recruté sur les Fonds du projet, et par une équipe de consultants nationaux et internationaux, ainsi que par le Point Focal Environnement du bureau de pays du PNUD et le Conseiller Technique Régional du PNUD / FEM responsable du projet.

L'agence d'exécution convoquera le **Comité de Pilotage du Projet (CPP)** qui sera l'organe principal de décision, d'orientation stratégique, de coordination et de contrôle - y compris pour l'approbation de toute révision du projet. Le CPP est responsable de s'assurer que le projet reste sur la bonne voie pour atteindre les résultats définis dans le document de projet.

Le CPP joue un rôle essentiel dans le suivi et l'évaluation de la qualité assurant ces processus et produits, l'utilisation des évaluations pour l'amélioration des performances, la responsabilisation et l'apprentissage. Il garantit que les ressources nécessaires soient engagées et assure l'arbitrage des conflits au sein du projet ou négocie une solution à tout problème avec les organismes externes. En outre, il examine et approuve la nomination et les responsabilités du gestionnaire du projet et toute délégation ayant des responsabilités d'assurance de qualité du projet. Le CPP examinera le plan de travail et le budget annuel et approuvera tout écart important par rapport aux plans originaux. Des revues du projet sont effectués par le CPP à une fréquence semestrielle, sur des points de décisions déterminés pendant la durée du projet et/ou lorsque le CNP les juge nécessaires.

Les réunions du CPP seront présidées par le Directeur National du Projet, et incluront les représentants de toutes les parties prenantes clés du projet. La composition du CPP sera finalisée durant la période de démarrage du projet en prenant en compte la représentativité des divers acteurs clés énumérés (Tableau 1) et la parité en matière de genre. Plus concrètement, les responsabilités du CPP intègrent les aspects suivants:

- évaluer l'état d'avancement du projet par rapport au plan de travail prévu - cette évaluation sera faite sur la base de l'examen des rapports d'activités techniques et financiers semestriels, et des plans de suivi présentés par le Coordonateur de projet ;

- valider les révisions éventuelles du plan de travail;
- faire des recommandations et des propositions afin d'assurer le bon déroulement du projet ;
- se réunir chaque fin d'année au cours du cycle du projet afin d'évaluer les résultats annuels du projet ;
- veiller à la coordination entre les différentes parties prenantes et à l'harmonisation de l'approche ;
- identifier les modalités d'élargissement et de réplication de l'expérience ;
- A la clôture du projet, le comité de pilotage, en consultation avec les autres partenaires du projet, se réunira afin d'évaluer les résultats finaux du projet et la réalisation des activités escomptées, de tirer les enseignements et de proposer un plan de mise en œuvre des recommandations issues de **l'évaluation finale du projet**.

Le CPP assurera par ailleurs la participation effective aussi des points focaux nationaux des différentes conventions internationales et régionales, en relation avec la thématique du projet, à l'instar du Protocole de Cartagena, le Protocole de Nagoya, le Centre d'échange CHM, le PTAP CDB, RAMSAR, Barcelone, CITES, CMS, la Convention du Patrimoine Mondiale, la CCNUCC et la CCD.

L'administration quotidienne du projet sera la responsabilité du **Coordonateur National du Projet (CNP)**. Le recrutement du CNP se fera suivant les procédures du PNUD. Le CNP est responsable devant l'agence d'exécution, le PNUD et le CPP, et sera soutenu techniquement par des consultants nationaux et internationaux et des prestataires de services. Le CNP est habilité à gérer le projet au jour le jour pour le compte du partenaire d'exécution en respectant les critères fixés par le CPP. Sa principale responsabilité est d'assister le DNP afin d'assurer que le projet produise les résultats indiqués dans le document du projet, en respectant les normes de qualité et efficacité requises et les contraintes de délai et de coûts fixées. Le CNP sera chargé de fonctions administratives, de même que la gestion et/ou mise en œuvre de toutes les activités du projet. Le CNP communiquera et travaillera en étroite collaboration avec toutes les institutions partenaires, y compris le personnel du bureau pays du PNUD et le Conseiller Technique Régional du PNUD/FEM, pour établir des liens et assurer des synergies avec des programmes et/ou initiatives complémentaires au niveau national ou international. Le recrutement des consultants nationaux et internationaux et des prestataires de services pour le projet sera réalisé par le DNP avec l'appui du CNP, en coordination avec le PNUD et l'agence d'exécution.

En attendant la réunion et la délibération du CPP, les termes de références pour le CNP – retravaillées après la proposition initiale – sont inclus dans la **SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**.

Appui au projet : l'appui au projet consiste à apporter une assistance en matière d'administration, de gestion et technique au DNP et au CNP en fonction de ses besoins ou des besoins du projet.

Le **PNUD** est l'agence du FEM pour ce projet et responsable de l'utilisation des fonds attribués par le FEM. Travaillant en étroite collaboration avec l'agence d'exécution, le DNP, CNP et le CPP, le bureau pays du PNUD en Tunisie sera responsable :

- de la fourniture de services d'assurance de projet au gouvernement ;
- du recrutement du personnel du projet (CNP);
- de la surveillance des dépenses à l'encontre du budget du projet tel qu'approuvé par le Comité de Pilotage du Projet (CPP) ;
- de la nomination d'auditeurs indépendants ;

- de veiller à ce que toutes les activités demandées par l'agence d'exécution au PNUD y compris achats et services soient effectuées en stricte conformité avec les procédures du PNUD / FEM.

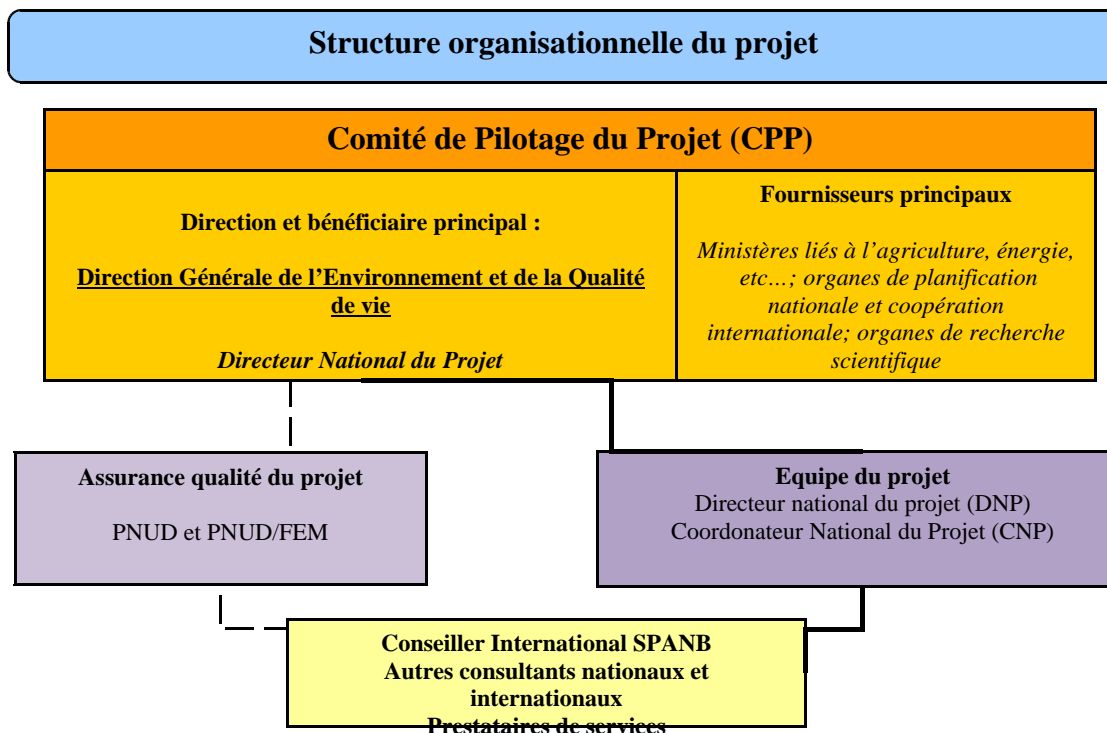
Un membre du personnel du PNUD sera assigné la responsabilité de la gestion et le contrôle quotidien des finances du projet.

Le PNUD assumera aussi un rôle cle dans **l'assurance qualité du projet** : Le rôle d'assurance qualité du projet est de soutenir le Comité de pilotage en procédant à des fonctions objectives et indépendantes de surveillance et de suivi des projets. Cette fonction sera sous la responsabilité du PNUD, qui veillera au bon déroulement et à la qualité du projet et qui appuiera et conseillera le projet en mettant à sa disposition les réseaux d'expertise des Nations Unies et des autres bailleurs de fonds du projet. Il est nécessaire de séparer les fonctions d'appui au projet des fonctions d'assurance qualité du projet, afin de maintenir l'indépendance du contrôle qualité élaborée par l'assurance qualité du projet. A cet effet, le rôle du Coordonateur et le rôle d'assurance qualité du projet ne sont jamais détenus par la même personne.

Afin que le PNUD puisse assumer la responsabilité finale des résultats du projet, les décisions du CPP seront prises conformément aux normes garantissant une gestion axée sur les résultats en matière de développement, le meilleur rapport qualité-prix, l'équité, l'intégrité, la transparence et une réelle mise en concurrence internationale. Si le CPP ne parvient pas à un consensus, la décision finale incombe au chargé du suivi du Projet au sein du PNUD.

Audit : le projet sera soumis à un audit annuel effectué par un contrôleur agréé conformément aux règles et règlements du PNUD.

Outre les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes décrits dans le présent PRODOC et dans la proposition approuvée à l'Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique, le schéma présenté ci-dessous montre quelles devront être les principales interactions au sein du projet.



IV^{ème} PARTIE : Plan et budget de suivi et d'évaluation

SUIVI ET RAPPORTS

Lors de la phase initiale du projet, le système de suivi et évaluation, composé des éléments suivants, sera élaboré :

- a) Plan de suivi, avec des points de référence, des indicateurs et des objectifs définis, sur la base d'un cadre de résultats et de ressources qui sera élaboré par le DNP en consultation avec le personnel du programme concerné au PNUD ;
- b) Journaux de risques, de problèmes et de qualité créés par le DNP et l'agent du programme concerné ;
- c) Plan trimestriel du projet (avec les activités et le budget détaillés) et présentation des rapports par le CNP ;
- d) Rapports de suivi trimestriels du projet, gérés par le CNP et le CPP du projet (incluant également le suivi des risques et des problèmes, ainsi que l'élaboration des rapports sur les enseignements tirés) ;
- e) Plan annuel du projet (avec les activités et le budget généraux) et présentation des rapports par le CNP ;
- f) Examen annuel du projet par le CPP sur la base des rapports de suivi et des produits préparés par l'équipe du projet (incluant également les éventuelles propositions de modification de la stratégie du projet ou même de révision du projet) ;
- g) Rapport final, décrivant les enseignements tirés

Les principaux rapports seront élaborés par le CNP et validés par le DNP. Certains rapports seront soumis pour la validation du CPP (Rapports annuels, rapport final du projet). Des rapports

financiers seront régulièrement envoyés au PNUD conformément aux règles et réglementations du PNUD. Le système de suivi et évaluation doit utiliser des formats standardisés (alignés sur les procédures et les formats du PNUD) pour les documents suivants :

- plan d'action annuel ;
- plan d'achat incluant tous les services potentiellement fournis par le PNUD ;
- rapport sur l'état d'avancement, comprenant un rapport financier ;
- rapport de suivi trimestriel, comprenant un rapport de suivi des risques ;
- rapport trimestriel des leçons tirées ;
- rapport annuel, comprenant un rapport financier¹ ;
- examen annuel du projet/rapport de mise en œuvre du projet (APR/PIR) simplifié pour les activités habilitantes pour la diversité biologique ;
- rapport final, décrivant les enseignements tirés ;

EXIGENCES DE COMMUNICATIONS ET DE VISIBILITÉ

Les directives du PNUD relatives à l'image de marque – (<http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>) ainsi que les directives spécifiques sur l'utilisation du logo du PNUD (<http://intra.undp.org/branding/useOfLogo.html>) doivent être appliquées de manière stricte. Entre autres, ces directives expliquent quand et comment le logo du PNUD, ainsi que les logos des bailleurs des projets du PNUD, doivent être utilisés. Afin d'éviter toute ambiguïté, lorsque le logo doit être utilisé, celui-ci doit être placé à côté du logo du FEM. Vous trouverez le [logo du FEM](http://www.thegef.org/gef/GEF_logo) sur www.thegef.org/gef/GEF_logo et le logo du PNUD sur <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>.

Les directives du FEM en matière de communication et de visibilité (www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.08_Branding_the_GEF%20final_0.pdf, "GEF Guidelines") doivent également être appliquées de manière stricte. Entre autres, les directives du FEM expliquent quand et comment le logo du FEM doit être utilisé sur les publications des projets, les véhicules, les fournitures et les autres équipements des projets. Elles décrivent également les autres règles promotionnelles du FEM concernant les communiqués de presse, les conférences de presse, les visites de la presse, les visites des autorités, les productions et les autres supports promotionnels.

Lorsque d'autres entités et partenaires du projet apportent leur soutien grâce à un cofinancement, leurs règles et directives relatives à l'image de marque doivent également être appliquées.

Vème PARTIE: Contexte juridique

Le présent document et la stratégie du PNUD pour la transition en Tunisie (STT) *constituent ensemble un Document de Projet tel que défini dans le SBAA* et toutes les dispositions de la STT s'appliquent à ce document.

Conformément à l'article III de l'Accord type d'assistance de base, la sécurité et la protection du partenaire d'exécution, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du partenaire d'exécution, relèvent de la responsabilité du partenaire d'exécution.

Le partenaire d'exécution devra :

- a) mettre en place un plan de sécurité approprié et veiller à ce qu'il soit appliqué, en prenant en considération la situation sécuritaire du pays de mise en œuvre du projet ;

¹ Biodiversity Enabling Activities use an abridged

- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à sa sécurité, et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier que ce plan est en place, et de proposer des modifications si nécessaire. L'incapacité à gérer et à mettre en œuvre un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considérée comme une violation de cet accord.

Le partenaire d'exécution s'engage à entreprendre des efforts raisonnables pour veiller à ce que les fonds reçus en vertu du Document de projet ne soient pas utilisés pour soutenir des personnes ou entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas dans la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). Vous trouverez cette liste sur <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance et les sous-accords conclus dans le cadre du présent Document de projet.

SECTION II : CADRE DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES (CRS) ET PRÉSENTATION DU SURCÔÛ DU FEM

Ière PARTIE : Analyse du cadre des résultats stratégiques (*anciennement cadre logique du FEM*)

CADRE D'INDICATEURS DANS LE CADRE DU CRS

Objectif / Composantes	Indicateur	Situation de référence	Objectif en fin de projet	Source d'informations	Hypothèses																				
<p>Objectif – Intégrer les obligations de la Tunisie vis-à-vis de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans ses cadres nationaux de planification sectorielle et de développement, grâce à un nouveau processus participatif d'élaboration de plans et stratégies en matière de biodiversité, de manière à suivre les orientations globales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020.</p>	<p>L'inclusion d'objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique dans les cadres de <u>planification sectorielle</u> suivants :</p> <table border="1"> <tr><td> </td><td>Agriculture et pastoralisme</td></tr> <tr><td> </td><td>Exploitation forestière</td></tr> <tr><td> </td><td>Chasse et pêche</td></tr> <tr><td> </td><td>Elevage</td></tr> <tr><td> </td><td>Tourisme, commerce, voyages et transport</td></tr> <tr><td> </td><td>Energie</td></tr> <tr><td> </td><td>Mines et carrières</td></tr> <tr><td> </td><td>Pétrole et gaz</td></tr> <tr><td> </td><td>Planification et gestion financière du développement</td></tr> <tr><td> </td><td>Eau</td></tr> </table>		Agriculture et pastoralisme		Exploitation forestière		Chasse et pêche		Elevage		Tourisme, commerce, voyages et transport		Energie		Mines et carrières		Pétrole et gaz		Planification et gestion financière du développement		Eau	<p>Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ne sont pas suffisamment inclus et respectés dans les cadres de planification pour les secteurs en question</p>	<p>Des objectifs mesurables et efficaces de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ont été intégrés dans les cadres de planification pour les secteurs en question.</p>	<p>Politiques et stratégies nationales pour les secteurs en question</p> <p>Le nouveau SPANB</p>	<p><u>Hypothèse</u> : Certains aspects des politiques nationales pour l'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière touchent sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, mais seulement de manière générale et sans objectifs mesurables.</p> <p>Dans plusieurs aspects (gestion de terroirs,</p>
		Agriculture et pastoralisme																							
		Exploitation forestière																							
		Chasse et pêche																							
		Elevage																							
		Tourisme, commerce, voyages et transport																							
		Energie																							
		Mines et carrières																							
		Pétrole et gaz																							
		Planification et gestion financière du développement																							
	Eau																								

Objectif / Composantes	Indicateur	Situation de référence	Objectif en fin de projet	Source d'informations	Hypothèses																						
	<p>L'inclusion d'objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique dans les cadres de <u>planification du développement</u> suivants :</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>Gestion de l'utilisation des terres, y compris l'aménagement du territoire et la planification du développement des infrastructures</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Financement du développement</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Réduction de la pauvreté</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Développement rural et moyens de subsistance</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Sécurité alimentaire</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Développement local et décentralisation</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Droits des groupes autochtones</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Genre</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Prise en compte des changements climatiques</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Population et planification urbaine</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Santé</td> </tr> </table>		Gestion de l'utilisation des terres, y compris l'aménagement du territoire et la planification du développement des infrastructures		Financement du développement		Réduction de la pauvreté		Développement rural et moyens de subsistance		Sécurité alimentaire		Développement local et décentralisation		Droits des groupes autochtones		Genre		Prise en compte des changements climatiques		Population et planification urbaine		Santé	Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ne sont pas suffisamment inclus et respectés dans les cadres de planification du développement.	Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ont été intégrés dans les cadres de planification du développement.	<p>Politiques et stratégies nationales pour la planification du développement</p> <p>Le nouveau SPANB</p>	finances, genre, pauvreté, décentralisation/ déconcentration, etc.) la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité sont pris en compte, mais de manière très faible.
	Gestion de l'utilisation des terres, y compris l'aménagement du territoire et la planification du développement des infrastructures																										
	Financement du développement																										
	Réduction de la pauvreté																										
	Développement rural et moyens de subsistance																										
	Sécurité alimentaire																										
	Développement local et décentralisation																										
	Droits des groupes autochtones																										
	Genre																										
	Prise en compte des changements climatiques																										
	Population et planification urbaine																										
	Santé																										
<p>Résultat/Composante 1 – Un bilan participatif sur la planification en matière de diversité biologique est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi</p>	<p><i>Produit 1.1 L'examen et le bilan des produits et résultats des processus précédents de planification de la diversité biologique au niveau national sont effectués de manière participative.</i></p> <p><i>Produit 1.2 En réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi, des objectifs nationaux pour la diversité biologique sont définis en tenant compte du contexte de la Tunisie.</i></p> <p><i>Produit 1.3 La réalisation des objectifs nationaux, définis conformément aux Objectifs mondiaux d'Aichi, fait l'objet d'un suivi sérieux pendant la durée du projet et au-delà, ce qui est communiqué à la CDB sous la forme de rapports nationaux et d'autres moyens.</i></p> <p><i>Produit 1.4 La Tunisie régulièrement utilise des informations utiles et participe dans des réseaux et initiatives globales sur les données et les indicateurs relatifs à la biodiversité (tels que le Partenariat sur les indicateurs de biodiversité, le Système mondial d'informations sur la biodiversité, le Centre mondial de surveillance pour la conservation, et le portail de données GEO, entre autres).</i></p>																										
	Un groupe de travail multisectoriel / multi-parties prenantes opérationnel.	Pas de groupe de travail existant	Un groupe de travail multisectoriel/multi-parties prenantes est créé et a complété le bilan avant la fin de 2013 .	Rapports du projet	<p><u>Hypothèse :</u> L'implication de parties prenantes et la circulation des informations et des données pertinentes seront assurées à travers les groupes de travail.</p>																						
	Définition d'objectifs nationaux en réponse	Pas d'objectifs nationaux	Des objectifs nationaux	Rapports du																							

Objectif / Composantes	Indicateur	Situation de référence	Objectif en fin de projet	Source d'informations	Hypothèses
	aux Objectifs d'Aichi.	définis	en réponse aux Objectifs d'Aichi ont été définis avant la fin du 1 ^{er} semestre 2013.	projet les objectifs nationaux, sont conçus et approuvés. Des rapports nationaux seront publiés officiellement (par ex. de la création des AP). .	
Résultat/Composante 2 – Le SPANB est révisé et actualisé et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de mise en œuvre de la CDB	<p><i>Produit 2.1 Le SPANB (Stratégie et Plan d'Action Nationaux pour la Biodiversité) est révisé et actualisé de manière participative et largement diffusé. Le SPANB actualisé est ancré dans les cadres de développement nationaux et intègre les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB, notamment : (i) l'évaluation des biens et services des écosystèmes ; (ii) l'intégration systématique de la biodiversité ; (iii) la protection et restauration des services écosystémiques essentiels ; (iv) le renforcement des réseaux d'aires protégées et de leur intégration dans les milieux marins et terrestres ; (v) le renforcement de la résilience des écosystèmes et la promotion des approches écosystémiques pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ; et (vi) la génération de finances durables pour la conservation de la biodiversité. Ceci comprendra des études stratégiques sur la Valorisation des écosystèmes en Tunisie ; et sur le Progrès dans l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles en Tunisie.</i></p> <p><i>Produit 2.2 Les impacts du changement climatique sur la biodiversité sont identifiés et des mesures d'adaptation sont intégrées dans le SPANB. Ceci comprendra une étude stratégique sur les Options et coûts pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique et pour les approches écosystémiques pour l'adaptation y compris à travers d'un Plan pour les Aires Protégées résilient.</i></p> <p><i>Produit 2.3 Le SPANB révisé, actualisé et approuvé sans réserve est communiqué à la CDB dans les délais définis par la Conférence des Parties (CdP).</i></p>				
	Situation du SPANB par rapport aux directives du Plan stratégique 2011-2020 de la CDB et aux délais imposés par la CdP	Le SPANB ne prend pas en compte les directives les plus récentes	D'ici fin 2014, le SPANB de la Tunisie est révisé et actualisé, applique les directives du Plan stratégique de la CDB (2011-2020) et est communiqué au Secrétariat de la CDB	Site web de la CDB Site web du CHM Tunisie	<u>Hypothèse :</u> Le Gouvernement de la Tunisie est prêt à continuer et augmenter son engagement vis-à-vis de la CDB
Résultat/Composante 3 – Les cadres nationaux pour la mise en œuvre du SPANB ainsi que pour les mécanismes de présentation de rapports et d'échange dans le cadre	<p><i>Produit 3.1 Le cadre national de mise en œuvre du SPANB est mis en place et prévoit : (i) un leadership institutionnel pour la mise en œuvre et la définition de partenariats stratégiques (nationaux et internationaux) ; (ii) un Plan d'action chiffré et établissant les priorités intégré au SPANB ; (iii) des évaluations des besoins en termes de capacités et de financement ; et (iv) une stratégie de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre du SPANB, incluant une évaluation de référence des financements existants pour la biodiversité.</i></p>				
	<p><i>Produit 3.2 Un mécanisme national d'échange de données (CHM) opérationnel, effectif et facile à mettre à jour, relié aux réseaux CHM mondiaux de</i></p>				

Objectif / Composantes	Indicateur	Situation de référence	Objectif en fin de projet	Source d'informations	Hypothèses
de la CDB sont mis en place et renforcés.	<i>la CDB et aux autres réseaux de connaissances et d'échange d'informations sur la biodiversité.</i>				
	<i>Produit 3.3. Les obligations immédiates de présentation de rapports fixées par la CDB sont satisfaites par la Tunisie dans les délais prescrits, spécialement le 5^{ème} Rapport national d'application de la CDB d'ici le 31 mars 2014.</i>				
	Planification de la mise en œuvre du nouveau SPANB, et situation existante en matière de capacités, de technologie et de financement	La planification n'existe pas encore, les capacités existantes sont faibles	D'ici 2014, le plan pour la mise en œuvre du SPANB est finalisé et il contient des évaluations des besoins en termes de capacités, de technologie et de financement	Plan soumis au DNP, CPP et PNUD APR-PIR du projet Site CHM national	<u>Hypothèse :</u> Le projet aidera le Gouvernement de la Tunisie à renforcer la capacité nationale pour la planification en matière de diversité biologique.
	Situation du mécanisme national d'échange de données (CHM)	Le CHM n'est pas à jour et n'est pas relié aux réseaux mondiaux pertinents.	D'ici 2014, le site CHM est actualisé et amélioré	Site CHM national Site web de la CDB	
Situation des cadres existants en matière de préparation des rapports pour la CDB	Les cadres actuels sont faibles	D'ici 2014, les cadres pour la préparation des rapports pour la CDB sont significativement renforcés et le 5 ^{ème} Rapport National est préparé et soumis	APR-PIR du projet Site web de la CDB Site CHM national		

Les risques pour le cadre logiques ci-dessus sont indiqués dans la II^{ème} PARTIE : STRATEGIE du document présent.

Une liste détaillée des activités et un chronogramme des activités par produit seront finalisés au démarrage du projet, sur la base des descriptions dans l'**Annexe 1**.

SECTION III : Budget total et plan de travail

Award ID :	00068614	Unité fonctionnelle :	Environnement et Energie
ID du projet :	00083689	Titre du projet:	Planification nationale en matière de diversité biologique en appui à la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 de la CDB en Tunisie
Award Title :	PIMS 4851	Partenaire d'exécution:	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie - Ministère de l'Equipement et de l'Environnement

Composante FEM (résultat) / Activité Atlas	Partie responsable / Agent d'exécution	ID du fonds	Nom du bailleur de fonds	ERP / Code budget ATLAS	Description dans le budget ATLAS	Montant total (USD)	Montant en 2013 (USD)	Montant en 2014 (USD)	Montant en 2015 (USD)	Notes sur le budget	
Comp 1. Bilan et définition des objectifs nationaux	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	6000	6000			a	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	5333	5333			b	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	5000	5000			c	
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	4700	4700			d	
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	6000		6000		e	
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	4000		4000		f	
	NEX	62000	GEF-10003	74100	Professional Services	4000		4000		i	
	NEX	62000	GEF-10003	72200	Equipment and Furniture	4800	4800			g	
	FEM Sous-total activité Atlas 1 (Comp 1)						39 833	25 833	14 000	0	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	75700	Training, Workshop & Conferences	5000	5000			q	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71600	Travel	6000	6000			h	
PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 1 (Comp 1)						11 000	11 000	0	0		
TOTAL ACTIVITE 1 (Comp 1)						50 833	36 833	14 000	0		
Comp 2. Actualisation du SPANB	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	6000		3000	3000	a	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	24 334		18 334	6000	b	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	8750		6 250	2500	c	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	6667		6 667		j	
	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	12000		12 000		k	
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	6000		6000		d	
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	5000		2000	3000	h	
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	6000		6000		e	
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	4000		4000		f	
	NEX	62000	GEF-10003	74100	Professional Services	4000		4000		i	

Composante FEM (résultat) / Activité Atlas	Partie responsable / Agent d'exécution	ID du fonds	Nom du bailleur de fonds	ERP / Code budget ATLAS	Description dans le budget ATLAS	Montant total (USD)	Montant en 2013 (USD)	Montant en 2014 (USD)	Montant en 2015 (USD)	Notes sur le budget	
FEM Sous-total activité Atlas 2 (Comp 2)						82 751		68 251	14 500		
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71600	Travel	8000		8000		h	
PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 2 (Comp 2)						8000	0	8000	0		
TOTAL ACTIVITE 2 (Comp 2)						90 751	0	76 251	14 500		
Comp 3. Cadres nationaux de mise en œuvre du SPANB, mécanismes de présentation de rapports et d'échange	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	6000		3000	3000	a	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	24 333		18 333	6000	b	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	6250		3750	2500	c	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	3333		1667	1667	j	
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	10 000		5000	5000	l	
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	6000		3000	3000	d	
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	6000		3000	3000	h	
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	6000		3000	3000	e	
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	4000		2000	2000	f	
	NEX	62000	GEF-10003	74100	Professional Services	4000			4000	i	
	FEM Sous-total activité Atlas 3 (Comp 3)						75 916	0	42 750	33 167	
		NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71600	Travel	3000		3000		h
PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 3 (Comp 3)						3000	0	3000	0		
TOTAL ACTIVITE 3 (Comp 3)						78 916	0	45 750	33 167		
Gestion du projet	NEX	62000	GEF-10003	72400	Communic & Audio Visual Equip	2000			2000	m	
	NEX	62000	GEF-10003	72200	Equipment	11 000	6000	1500	1500	o	
	NEX	04000	GEF-10003	71400	Service contract	7000			7000	b	
	NEX	62000	GEF-10003	74500	Miscellaneous Expenses	1500	500	500	500	n	
	FEM Sous-total activité Atlas 4 (Gestion du Projet)						21500	6 500	2000	11 000	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71400	Service contract	21 000	6000	13 000	2000	b	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	72400	Communic & Audio Visual Equip	5000	2000	3000		m	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	74100	Professional Services	2000		2000		p	
PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 4 (Gestion du Projet)						28 000	8000	18 000	2000		
TOTAL ACTIVITE 4 (Gestion du Projet)						49 500	14 500	20 000	13 000		
SOUS-TOTAL – FEM						220 000	32 333	127 001	58 667		
SOUS-TOTAL – PNUD TRAC						50 000	19 000	29 000	2000		
TOTAL GENERAL						270 000	51 333	156 001	60 667		

Budget Notes

a	Int. Cons. (short-term): NBSAP International Advisor - 6 weeks at \$3000/week, totalling \$18,000, spread over the project's three Components on a weighted pro rata basis (Yr1 C1 6,000; Yr2 C2 3000 + C3 3000; Yr3 C2 3000 + C3 3000)
b	Nat. Cons. (long-term): NBSAP National Project Manager - 82 weeks at \$1000/week, totalling \$82000; on a weighted pro rata basis, 28 weeks of the incumbent's time dedicated to managerial tasks financed by UNDP (Yr1 8 weeks; Yr2 13 weeks; Yr3 7 wks) and 54 weeks to technical tasks and financed by GEF and spread over the project's three Components (Yr1 16 weeks across C1-3; Yr2 26 weeks across C2-3; Yr3 12 wks across C2-3).
c	Nat. Cons. (long-term): Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation - 16 weeks at \$1250/week, totalling \$20,000, spread over the project's three Components on a weighted pro rata basis (Yr1 4C1, Yr2 5C2+3C3, Yr3 2C2+2C3)
d	Domestic travel by stakeholders in connection with national consultations
e	National consultations in connection with target setting, NBSAP update and 5NR
f	Functioning of national and thematic working groups in connection with target setting, NBSAP update and 5NR
g	Acquisition of Laptops (2@US\$700) including software licenses , portable hard drive (2@US\$100), printer (2@US\$300), data projector (1@US\$600) and other peripherals (@US2000)
h	International travel costs to bring international consultants to country.
i	Translation of key documents and webdesign services
j	National. Cons. (short-term): National Expert - Environmental Economics & Finance - 8 weeks at \$1250/week, totalling \$10,000, spread as follows: 2/3 in Yr 2 Component 2, 1/6 in Y3 C2 + 1/6 in Yr 3 C3
k	International. Cons. (short-term): International Specialist - Biodiversity and Climate Change - 4 weeks at \$3000/week, totalling \$12000
l	Nat. Cons. (short-term): National Expert - Capacity Development - 8 weeks at \$1250/week, totalling \$10,000, equally spread across Yr 2 and Yr 3
m	Communication costs of the project unit incl. printing of Terminal Evaluation (\$1000)
n	Bank charges, insurance, exchange rate fluctuations and miscellaneous expenses.
o	Contribution to the management unit set up
p	Project audit
Q	Inception workshop.

SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

ÈRE PARTIE : Autres accords

LETTRE D'ENDOSSEMENT DU POINT FOCAL FEM EN TUNISIE



République Tunisienne

Ministère de l'Environnement

Monsieur Yannick Glemarec
Coordinateur Exécutif
Unité pour le Fonds pour l'Environnement Mondial auprès du
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUE-FEM)
yannick.glemarec@undp.org

Mme Monique Harbat
Directrice générale
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
coordination@gef.org

28 avril 2012

Objet: Endossement du projet visant les activités habilitantes en matière de biodiversité "Planification nationale de la biodiversité et mise en œuvre en Tunisie de Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi"

En ma qualité de Point focal FEM de la Tunisie, je confirme par la présente que le projet en objet : (a) est conforme aux priorités nationales définies par le gouvernement telles que la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la biodiversité et l'engagement de la Tunisie dans les conventions internationales sur l'environnement, et visant spécialement la Convention sur la diversité biologique et son Plan stratégique 2011-2020 ; et (b) a été discuté avec les parties prenantes concernées y compris les points focaux des différentes conventions internationales sur l'environnement.

Aussi, j'ai le plaisir de confirmer l'appui du Ministère de l'Environnement à la préparation de la proposition pour ce projet avec le support du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en tant qu'agence du FEM. En cas d'approbation, la mise en œuvre sera assurée par le Ministère de

L'Environnement, en partenariat avec les institutions et organisations partenaires nationales pertinentes. Par ailleurs, je vous prie de me faire parvenir un exemplaire de la proposition de projet avant qu'elle ne soit envoyée au Secrétaire de FEM pour approbation par sa Directrice Générale, ainsi qu'un exemplaire de Document de Projet (PRODOC) avant sa signature.

Le montant total repris pour ce projet du Fonds fiduciaire de FEM est de 142 000 US\$, montant qui inclut les frais de PNUD pour les services de gestion associés avec la mise en œuvre du projet et de l'entretien de la qualité des fonds FEM correspondants. Le financement FEM demandé par la Tunisie est détaillé dans le tableau ci-dessous :

Source de fonds	Agence FEM	Domaine (Fiscal Affecté)	Montant (en US\$)		
			Projet	Frais	Total
Fonds fiduciaire FEM (GEF Trust Fund)	PNUD	Fonds réservés pour les activités habilitantes pour la biodiversité (Biodiversity Enabling Activities Fiscal Trust Fund)	220 000	22 000	142 000
Total des Fonds FEM					142 000

Pour ce faire, j'autorise l'utilisation de l'allocation de la Tunisie défrayé dans le cadre des Fonds réservés pour les activités habilitantes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Coordonnateur régional, Madame la Directrice générale, l'assurance de ma plus haute considération.

Sabrina Hanaoui Ben Ammar



Point focal opérationnel du FEM

Amplification:

Point focal désigné de la Convention sur la Diversité Biologique

Représentant Résident du PNUD, Borneo Pays

M Yves de Sève, Conseiller technique régional PNUD/GEF

Mme Fabiana Isler, Conseillère technique régionale PNUD/GEF (charge des Activités habilitantes pour la biodiversité)

IIÈME PARTIE : TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE PERSONNEL CLÉ DU PROJET

Contexte des TdR (standard pour toutes les postes)

Le Gouvernement de la Tunisie s'apprête à piloter un projet visant à aligner sa stratégie nationale sur la biodiversité avec le Plan stratégique 2011-2020 de la CDB. Ce projet s'appuie sur l'état d'avancement et les réalisations de la Tunisie en matière de planification et de présentation de rapports sur la diversité biologique. Il vise à intégrer les obligations du pays vis-à-vis de la CDB dans ses cadres nationaux de planification sectorielle et de développement, grâce à un nouveau processus participatif d'élaboration de plans et stratégies en matière de biodiversité. Cette démarche vise à produire des objectifs et indicateurs mesurables en termes de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique. Elle permettra également de s'assurer que la valeur des biens et services issus des écosystèmes, ainsi que les difficultés et les opportunités liées à l'adaptation et à la résilience fondées sur les écosystèmes, sont bien prises en compte dans le processus. Le projet atteindra son objectif grâce à la mise en œuvre de trois composantes, dont les activités sont décrites en détail dans la proposition approuvée par le FEM pour les activités habilitantes pour la diversité biologique, à savoir : (1) un bilan participatif sur la planification en matière de biodiversité est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi ; (2) le SPANB est révisé et actualisé et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB ; (3) les cadres nationaux pour la mise en œuvre du SPANB ainsi que pour les mécanismes de présentation de rapports et d'échange dans le cadre de la CDB sont mis en place et renforcés. Le projet visera aussi à renforcer les capacités nationales en matière de planification de la conservation de la biodiversité.

Le Ministère chargé de l'Environnement, en partenariat avec le PNUD Tunisie, recrute un candidat qualifié pour le poste mentionné ci-dessous. Le contrat d'un an renouvelable sera fondé sur les résultats et sur une évaluation positive des résultats du titulaire. Les conditions d'emploi dépendront du type de contrat proposé.

COORDONATEUR NATIONAL DU PROJET

Lieu d'affectation :	Ministère de l'Environnement - Tunis, Tunisie
Date limite de dépôt des candidatures :	30 jours après la publication
Catégorie	Environnement et énergie
Type de contrat :	Contrat de service
Langues exigées :	Arabe et Français. Anglais souhaitable
Date à laquelle le candidat sélectionné prendra ses fonctions :	Dès que possible
Durée du contrat initial :	Un an, renouvelable
Durée prévue de la mission :	82 semaines

Tâches et responsabilités

Le coordonateur national du projet assumera des tâches de gestion et techniques.

Objectifs :

1. Administration du projet, y compris les obligations liées à la gestion et au financement du projet.
2. Superviser le processus global d'élaboration du bilan et du SPANB, de consultation des parties prenantes ainsi que de définition des objectifs nationaux. Etre responsable de l'élaboration et de la finalisation dans les délais du SPANB, de l'actualisation du mécanisme CHM, et de la production du 5ème Rapport national d'application de la CDB.

Principales tâches de gestion : Sous la Suoervuision du Directeur National du projet, le CNP doit :

- Assurer la supervision et l'appui lors de la mise en œuvre du projet, en particulier vis-à-vis du processus d'actualisation du SPANB, de l'actualisation du système CHM, ainsi que de la production et présentation des rapports nationaux à la CDB avec l'aval des pouvoirs publics.

- S'assurer que l'objectif, les résultats, les produits et les activités du projet sont réalisés dans les délais et de manière appropriée.
- Élaborer les plans de travail et budgets détaillés (y compris les descriptions des activités et un chronogramme), ainsi que les autres instruments de planification et de mise en œuvre du projet, et les soumettre au Directeur National du Projet au comité de pilotage du projet et au bureau pays du PNUD pour approbation.
- Contribuer à l'APR/PIR du projet.
- Élaborer les TdR pour les consultants pour les services techniques, les consultants, les experts et les spécifications des supports dont le projet aura besoin, en consultation avec le directeur national du projet et le PNUD.
- Faciliter, orienter et suivre le travail des consultants, et approuver les produits livrables en liaison avec le comité directeur du projet et les autres instances concernées.
- Organiser et aider à la réalisation des activités liées au projet, le cas échéant. Il pourra s'agir de la planification des réunions, des ateliers locaux et nationaux, des consultations, des visites sur le terrain et d'autres activités liées au projet.
- Etablir et entretenir des liens avec les organisations nationales et internationales, ainsi que les personnes qui peuvent aider à la réalisation des objectifs du projet.
- Emettre des avis et assurer l'implication des parties prenantes sur les questions ayant trait à l'intégration des enjeux biodiversité dans la planification sectorielle et de développement, l'évaluation de la biodiversité et le lien entre la biodiversité et les changements climatiques.
- Présenter des rapports dans les délais prescrits sur l'avancement du projet conformément aux directives du comité de pilotage du projet et du PNUD.
- Garder une trace des réunions, des décisions, des actions, etc. du comité de pilotage du projet.
- Coordonner avec les autres initiatives et programmes dont les résultats et les produits concernent les objectifs de ce projet.
- Toutes les autres tâches confiées par le comité de pilotage du projet et qui concernent directement le projet.

Principales tâches techniques :

- Assister l'équipe des autres consultants impliqués dans le SPANB et assumer la responsabilité globale de l'élaboration dans les délais du document à soumettre au PNUD, au FEM et au Secrétariat de la CDB, en respectant strictement les délais convenus et en effectuant le contrôle qualité.
- S'assurer que la réunion de lancement aboutit à une feuille de route claire sur la portée des services et les tâches du projet à accomplir sous la supervision du Conseiller SPANB international, des principaux partenaires d'exécution et du personnel technique du PNUD.
- Soumettre des versions préliminaires et révisées de toutes les études et rapports des activités du SPANB au Conseiller International SPANB, aux principaux partenaires d'exécution et consultants nationaux et au personnel technique du PNUD pour examen et appui à la finalisation.
- Jouer un rôle central dans l'élaboration de la partie technique du plan de travail du projet et la coordination des contributions et des produits de tous les consultants, ainsi que le contrôle de la qualité technique des produits livrables.
- S'assurer que la mise en œuvre est conforme aux plans de travail approuvés et atteint les résultats désirés.
- Identifier les partenaires de mise en œuvre pour la réalisation des diverses activités et élaborer un plan de mise en œuvre global.
- Jouer un rôle moteur dans l'actualisation du CHM.
- Préparer les rapports de suivi du projet, et plus précisément le PIR abrégé, le journal des risques, le rapport final et les rapports sur les leçons tirées.

Contribution aux produits livrables suivants :

- Bref examen des processus de planification pour la biodiversité en Tunisie et des principaux obstacles et défis dans l'environnement politique de conservation de la biodiversité / utilisation durable ;
- Examen des causes profondes de la perte de biodiversité en Tunisie en identifiant d'abord les menaces, puis les facteurs à l'origine de ces menaces ;
- Les objectifs de biodiversité pour la Tunisie, dans le cadre des efforts nationaux pour mettre en œuvre le Plan stratégique de la CDB 2011-2020 ;
- Étude sur la valorisation des écosystèmes en Tunisie;
- Étude sur les progrès dans l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles en Tunisie;
- Étude sur les Options et coûts pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique et pour les approches écosystémiques pour l'adaptation y compris à travers d'un Plan pour les Aires Protégées résilient ;
- Evaluation des lacunes en capacités et finances et des besoins correspondants, ainsi que du financement existant pour la biodiversité;
- 3^{ème} version de la Stratégie et Plan d'action nationaux pour la biodiversité en Tunisie;
- Ensemble de plans simples et réalisables qui assurent la mise en œuvre effective du SPANB;

- Actualisation du Mécanisme d'échange national sur la Biodiversité (CHM)
- 5^{ème} Rapport National pour la CDB.

Expérience et aptitudes requises

Compétences principales :

- Communiquer efficacement à l'oral et à l'écrit, afin de transmettre des informations techniques complexes à des techniciens ou au grand public ;
- Bonne compétences de leadership, de coordination et de facilitation ;
- Bonne connaissance des enjeux environnementaux en Tunisie;
- Une expérience souhaitable dans la rédaction de documents pertinents (publications, rapports et documents connexes) ;
- Bonne aptitude à recueillir, vérifier et analyser des informations, ainsi que de compléter et présenter son travail avec un bon degré de précision et de qualité technique ;
- Bonne connaissance et compréhension des décisions et processus de la CDB ;
- Expérience antérieure dans le développement de SPANB est un avantage.

Compétences additionnelles :

- Se focaliser sur et atteindre des résultats en convainquant et en influençant les autres, et en travaillant avec eux ;
- Aptitude à s'intégrer efficacement dans une grande équipe pluridisciplinaire d'experts et de consultants ;
- Définit les priorités, fournit des produits de qualité, respecte les délais et gère efficacement son temps ;
- Partage ses connaissances et aide volontiers ceux qui demandent des conseils ou une assistance ;
- S'efforce de trouver des solutions créatives en analysant soigneusement et logiquement les problèmes ;
- Fait la démonstration de connaissances techniques suffisantes pour travailler efficacement dans sa spécialité ;
- Inspire et soutient les décisions de l'équipe ;
- Entretient de solides relations avec les partenaires et les clients ;

Expérience requise :

- Formation universitaire, de préférence avancée (master ou doctorat) dans les sciences naturelles, environnementales, économiques ou sociales, ou dans la gestion ;
- Avoir des références et/ou justifiant d'une expérience professionnelle dans la gestion de projets nationaux ou internationaux sera un atout, – ;
- Bonne connaissances et compétences en suivi et évaluation de projet;
- Une expérience préalable avec les projets du FEM est un atout considérable ;
- Connaissance approfondie de l'arabe et français. Une connaissance de l'anglais est un atout.

CONSULTANTS DU PROJET ²

Consultant	Nombre de semaines	Produits livrables
Expert National Senior – Planification et Consultation en matière Biodiversité	16	<p><i>Objectifs</i> : Assume un rôle directif et de personne-ressource vis-à-vis de la définition des objectifs nationaux et dans les processus sous-nationaux et nationaux de consultation pour toutes les activités pertinentes dans le cadre du projet d'activités habilitantes. Auteur principal du 5^{ème} Rapport National.</p> <p><i>Principales tâches</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les causes profondes de la perte de biodiversité en Tunisie en identifiant d'abord la menace, puis les facteurs à l'origine de ces menaces. - Faire un bilan des plans, politiques et pratiques en Tunisie qui se traduisent ou bien en perte ou en conservation de la biodiversité, et identifier les défis et les obstacles clés dans l'environnement politique entravant la gestion efficace de la biodiversité. - Identifier les options pour surmonter les obstacles et les défis existants et les lacunes clés dans le SPANB actuel - Développer des méthodologies et des processus pour les réunions nationales et sous-nationales techniques et les consultations, y compris pour la validation participative des objectifs nationaux et du SPANB afin d'augmenter la probabilité d'une mise en œuvre réussie du nouveau SPANB.

² Pour descriptif détaillé, se référer à l'Annexe 1, Section Annexe A "Consultants to be hired for the Enabling Activity"

		<ul style="list-style-type: none"> - Examen des documents de base pour les réunions et consultations techniques sous-nationales. - Travail sur la préparation des documents de base pour les réunions techniques. - Mener des réunions techniques et consultations nationale et sous-nationale y compris avec les autorités provinciales. - Collecter et consolider les informations issues des consultations et réunions techniques. - Contribuer à l'évaluation des capacités institutionnelles. - Collaborer avec des experts locaux et des autorités gouvernementales locales pour recueillir des informations disponibles sur la biodiversité. - Contribuer au développement du SPANB et des plans correspondant de mise en œuvre - Fonctionne comme le principal auteur du 5^{ème} Rapport national à la CDB. <p><i>Contribution aux produits livrables suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bref examen des processus de planification pour la biodiversité en Tunisie et des principaux obstacles et défis dans l'environnement politique de conservation de la biodiversité / utilisation durable ; ➤ Examen des causes profondes de la perte de biodiversité en Tunisie en identifiant d'abord les menace, puis les facteurs à l'origine de ces menaces. ➤ Les objectifs de biodiversité pour la Tunisie, dans le cadre des efforts nationaux pour mettre en œuvre le Plan stratégique de la CDB 2011-2020; ➤ Étude sur la valorisation des écosystèmes en Tunisie; ➤ Étude sur les progrès dans l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles en Tunisie ; ➤ Étude sur les Options et couts pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique et pour les approches écosystémiques pour l'adaptation y compris a travers d'un Plan pour les Aires Protégées résilient ; ➤ Evaluation des lacunes en capacités et finances et des besoins correspondants, ainsi que du financement existant pour la biodiversité; ➤ 3^{ème} version de la Stratégie et Plan d'action nationaux pour la biodiversité en Tunisie; ➤ Ensemble de plans simples et réalisables qui assurent la mise en œuvre effective du SPANB; ➤ Actualisation du Mécanisme d'échange national sur la Biodiversité (CHM) ➤ 5^{ème} Rapport National pour la CDB <p><i>Critères de sélection:</i> De préférence un diplôme d'études supérieures (MSc) en sciences environnementales ou naturelles, économie, sciences sociales ou de la gestion, de préférence avec une exposition professionnelle aux problèmes de conservation de biodiversité. Bonnes techniques de facilitation et de connaissances des questions environnementales en Tunisie ; expérience prouvée dans la rédaction de documents pertinents (publications, rapports et documents connexes) ; une aptitude avérée à recueillir, vérifier et analyser des informations, ainsi que de compléter et présenter son travail avec un haut degré de précision et de qualité technique ; capacité à communiquer efficacement oralement et par écrit, et de présenter des informations complexes et techniques à des public techniques ou généraux ; connaissance et compréhension des décisions et processus de la CDB ; une expérience préalable dans SPANB et Rapport national de développement est un atout.</p>
Expert International - Biodiversité et Changement Climatique	4	<p><i>Objectifs:</i> Le consultant sera chargé d'effectuer des tâches spécifiques liées à la production d'un rapport (au titre de la Composante 2) sur les « Options et couts pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique et pour les approches écosystémiques pour l'adaptation y compris a travers d'un Plan pour les Aires Protégées résilient » en Tunisie.</p> <p><i>Tâches principales:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Revoir, évaluer et élaborer les données existantes relatives à la gamme complète des impacts du changement climatique sur la biodiversité, sur les écosystèmes et leur fonctionnement, sur les services écosystémiques, ainsi que sur les secteurs économiques et communautés en Tunisie, d'une manière géographiquement

		<p>spécifique. Identifier les vulnérabilités spécifiques et les travaux encore requis à cet égard.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier des zones importantes pour améliorer la capacité des écosystèmes à s'adapter au changement climatique, tels que des gradients d'altitude et des corridors de conservation. - Évaluer le degré dans lequel l'évaluation des lacunes écologiques du pays inclut la distribution future de la biodiversité anticipée dans les scénarios climatiques, et formuler des recommandations spécifiques pour les aires protégées et le développement de corridors. - Identifier des zones offrant des possibilités pour des mesures d'adaptation robustes et efficaces basées sur les écosystèmes, et faire des recommandations pour leur gestion. - Sur la base des données existantes (par exemple, à partir des travaux du WCMC sur les puits de carbone et leur base de données sur les aires protégées) ainsi que sur des modélisations SIG en haute résolution, identifier des zones potentiellement importantes pour la séquestration de carbone en Tunisie. - Identifier des zones d'importance particulière pour la restauration afin d'améliorer la résilience, l'adaptation et l'atténuation au changement climatique. - En conséquence, élaborer des recommandations spécifiques vis-à-vis des enjeux indiqués ci-dessus, pour leur intégration le SPANB révisé et les objectifs de biodiversité de la Tunisie, dans le 5^{ème} Rapport National pour la CDB, et le Plan d'action du PTAP. - Elaborer un rapport qui résume toutes les conclusions. - Préparer une série de simples mais forts principaux messages politiques et économiques soutenues sur base des résultats de l'analyse, à inclure dans la conclusion de l'étude de cas. <p><i>Contribution aux produits livrables suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les objectifs de biodiversité pour la Tunisie, dans le cadre des efforts nationaux pour mettre en œuvre le Plan stratégique de la CDB 2011-2020 ; ➤ Étude sur les Options et coûts pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique et pour les approches écosystémiques pour l'adaptation y compris à travers d'un Plan pour les Aires Protégées résilient ; ➤ 3^{ème} version de la Stratégie et Plan d'action nationaux pour la biodiversité en Tunisie; ➤ Actualisation du Mécanisme d'échange national sur la Biodiversité (CHM) ➤ 5^{ème} Rapport National pour la CDB. <p><i>Critères de sélection:</i> Le consultant doit posséder un diplôme d'études supérieures (M.Sc.) en sciences naturelles ainsi qu'une importante expérience technique sur l'interface changement climatique / biodiversité, au niveau international et dans la région. Expérience avérée dans la rédaction de documents pertinents (publications, rapports et documents connexes). Aptitude avérée à recueillir, vérifier et analyser des informations, ainsi que de compléter et présenter son travail avec un haut degré de précision et de qualité technique. Communique efficacement à l'oral et à l'écrit, afin de transmettre des informations techniques complexes à des techniciens ou au grand public. Parfaite maîtrise de l'anglais et/ou du français est requise, et la connaissance de la langue arabe est un atout.</p>
Expert National – Développement de capacités	8	<p><i>Objectif:</i> révéler objectivement la capacité de la Tunisie à mettre en œuvre efficacement les obligations découlant de la CDB, et de consolider et préparer les composantes du projet liées aux besoins en termes de capacités et le renforcement de capacités.</p> <p><i>Tâches principales:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolider et analyser les informations sur le cadre juridique existant, les capacités institutionnelles et procédures opérationnelles nationales et provinciales actuelles, et le niveau de mise en œuvre et l'application de la Convention et de ses décisions - Déterminer le niveau de volonté de mettre en place un cadre juridique et politique harmonisé ainsi que des actions sur le terrain visant la protection et l'utilisation durable de la biodiversité, afin d'assurer que les obligations pertinentes vis-à-vis de la CDB sont satisfaites.

		<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer si les responsables primaires et secondaires disposent des ressources humaines nécessaires pour s'acquitter des obligations spécifiques. - Évaluer le patron et l'efficacité de la participation de la Tunisie dans des comités techniques régionaux et mondiaux de la CDB et dans les réunions de la CdP. - Sur la base des meilleures pratiques internationales, recommander les structures institutionnelles les plus appropriées pour la mise en œuvre effective de la CDB. - Identifier et prioriser les lacunes des capacités et le besoin en développement de capacités pour pouvoir mettre en œuvre les obligations envers la CDB de manière efficace et à tous les niveaux. - Sur la base des meilleures pratiques internationales, élaborer des recommandations pour le renforcement des capacités à tous les niveaux, et de permettre la rationalisation de la capacité et l'allocation efficace des ressources lors de la mise en œuvre avec d'autres AME. - Mettre en place un programme complet de développement des capacités ainsi qu'un plan d'action de formation, visant à une mise en œuvre et coordination efficace en matière CDB au niveau des gouvernements nationaux et sous-nationaux. <p><i>Contribution aux produits livrables suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bref examen des processus de planification pour la biodiversité en Tunisie et des principaux obstacles et défis dans l'environnement politique de conservation de la biodiversité / utilisation durable ; ➤ Ensemble de plans simples et réalisables qui assurent la mise en œuvre effective du SPANB; <p><i>Critères de sélection:</i> un diplôme d'études supérieures (maîtrise) dans une discipline pertinente tels que la gestion des ressources humaines ou l'administration publique, et/ou un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans le développement institutionnel/organisationnel et la gestion du changement. Expérience confirmée dans l'évaluation des compétences, le développement des capacités et de formation.</p>
Conseiller International SPANB	6	<p><i>Objectifs:</i> Fournir un appui technique de haut niveau à travers des services de conseil et de renforcement des capacités, pour le bilan politique, la consultation des parties prenantes, la définition des objectifs nationaux, ainsi que pour le développement du nouveau SPANB et des plans pour sa mise en œuvre en Tunisie. Le Conseiller International SPANB sera un consultant expatrié expérimenté avec une grande expérience dans la gestion et la politique en matière de biodiversité, et de préférence avec de l'expérience préalable dans les pays arabes. Il/elle sera responsable du contrôle de la qualité technique lors de l'élaboration du SPANB, ainsi que de la finalisation dans les délais du SPANB et des autres produits correspondants. Le Conseiller International SPANB fournira ses services au Directeur National du Projet et au Coordonateur National du Projet qui seront ses principaux clients.</p> <p><i>Tâches principales :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous la supervision générale du Coordonateur National de Projet, des partenaires d'exécution nationaux et le personnel technique du PNUD, assurer que les résultats de l'atelier de lancement abouti en une feuille de route claire pour le projet. - Assister le CNP dans l'élaboration un plan de travail détaillé, dans l'exécution de la portée du projet et de son budget, dans l'identification des partenaires d'exécution supplémentaires, et dans la coordination des efforts alloués aux différentes activités et les produits livrables, y compris les apports aux, et résultats des, différents consultants et prestataires de services du projet. Cela impliquera la révision des TDR, un soutien dans le recrutement de consultants et de prestataires de services. - Superviser, appuyer et fournir des orientations technique pour les consultants et les groupes de travail impliqués dans le SPANB, assurant une haute qualité technique des produits livrables du projet. - Veiller à ce que les conclusions des différentes études menées dans le cadre du projet soient intégrées dans les SPANB. - Veiller à ce que tous les enjeux liés à l'interface entre le changement climatique et la biodiversité, y compris ceux qui sont mis en évidence dans la dernière

		<p>communication nationale à la CCNUCC, soient intégrées et traitées dans le SPANB.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soumettre toutes les publications du projet (nouveau SPANB et les études et rapports correspondants - en versions initiales, révisées et finales) au Directeur National du Projet, aux principaux partenaires nationaux et au personnel technique du PNUD, dans les délais accordés. - Veiller à la finalisation du nouveau SPANB et sa soumission au Secrétariat de la CDB dans les délais convenus. <p><i>Contribution aux produits livrables suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bref examen des processus de planification pour la biodiversité en Tunisie et des principaux obstacles et défis dans l'environnement politique de conservation de la biodiversité / utilisation durable ; ➤ Examen des causes profondes de la perte de biodiversité en Tunisie en identifiant d'abord les menace, puis les facteurs à l'origine de ces menaces ; ➤ Les objectifs de biodiversité pour la Tunisie, dans le cadre des efforts nationaux pour mettre en œuvre le Plan stratégique de la CDB 2011-2020 ; ➤ Étude sur la valorisation des écosystèmes en Tunisie; ➤ Étude sur les progrès dans l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles en Tunisie ; ➤ Étude sur les Options et couts pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique et pour les approches écosystémiques pour l'adaptation y compris a travers d'un Plan pour les Aires Protégées résilient ; ➤ Evaluation des lacunes en capacités et finances et des besoins correspondants, ainsi que du financement existant pour la biodiversité ; ➤ 3^{ème} version de la Stratégie et Plan d'action nationaux pour la biodiversité en Tunisie; ➤ Ensemble de plans simples et réalisables qui assurent la mise en œuvre effective du SPANB ; ➤ Actualisation du Mécanisme d'échange national sur la Biodiversité (CHM) ; ➤ 5^{ème} Rapport National pour la CDB. <p><i>Critères de sélection:</i> Diplôme d'études supérieures (MSc) en sciences naturelles ou de l'environnement, de préférence avec de l'expérience internationale en matière de conservation de la biodiversité acquise tantôt dans les politiques comme dans le travail de terrain. Expérience avérée dans la rédaction de documents pertinents (publications, rapports et documents connexes). Aptitude avérée à recueillir, vérifier et analyser des informations, ainsi que de compléter et présenter son travail avec un haut degré de précision et de qualité technique. Communique efficacement à l'oral et à l'écrit, afin de transmettre des informations techniques complexes à des techniciens ou au grand public. Excellente connaissance et compréhension des décisions et processus de la CDB. Expérience antérieure dans le développement de SPANB, en particulier au niveau international, est un avantage. Parfaite maîtrise de l'anglais et/ou du français est requise, et la connaissance de la langue arabe est un atout.</p>
Expert national - Economie et Finances de l'Environnement	8	<p><i>Objectifs :</i> Le consultant sera chargé d'effectuer des tâches spécifiques liées à: (i) l'évaluation et l'intégration des services des écosystèmes à travers l'évaluation économique (sous la Composante 2) ; (ii) intégration de la biodiversité dans les politiques, plans et pratiques de développement, dans les cadres de comptabilité nationale, et dans les plans et stratégies sectorielles (sous la Composante 2) ; (iii) garantir un financement durable pour la mise en œuvre du SPANB, définir les financements existant pour la biodiversité avec leur sources, et établir les besoins et lacunes en finances (sous la Composante 3) .</p> <p><i>Tâches principales:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier et évaluer toute la gamme des valeurs des services écosystémiques

		<p>essentiels en Tunisie, sur la base d'études existantes locales, nationales, régionales et mondiales sur la valeur des écosystèmes et de la biodiversité, tel que : cartes et superpositions mondiales et régionales de services écosystémiques essentiels ; résultats d'une étude TEEB nationale (le cas échéant) ; évaluations économique des aires protégées, des plantes médicinales et aromatiques, ainsi que tout autre étude nationale sur les services écosystémiques (p. ex. sur l'eau, le carbone).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les implications de ces services pour les différents groupes d'acteurs dans le pays, y compris ceux qui bénéficient de ces services écosystémiques, ceux qui paient leur, et ceux qui les dégradent à travers une utilisation non durable. - Estimer et démontrer la valeur des services écosystémiques essentiels, y compris en terme de la résilience, de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique, de la réduction de la pauvreté, et de moyens de subsistance. - Le cas échéant, cette activité permettra également d'identifier des moyens potentiels pour capturer la valeur des services écosystémiques ciblés, notamment à travers des politiques telles que sur les paiements pour les services écosystémiques et d'autres mesures d'incitation positives. - Mettre en œuvre le volet « intégration de la biodiversité » du projet - Identifier les besoins et opportunités prioritaires d'investissement pour la biodiversité résultant du SPANB. - Analyser les sources existantes de financement domestique pour la mise en œuvre du SPANB, telles que (i) le cycle budgétaire national et l'allocation aux administrations publiques (ministères), (ii) les budgets des collectivités locales, (iii) les fonds nationaux en appui du développement local, et (iv) les instruments fiscaux et économique. - Analyser toutes les sources existantes de financement externes pour la mise en œuvre du SPANB : fonds bilatéraux et multilatéraux, fondations, ONG, secteur privé, etc. - Analyser l'éventail des sources potentielles supplémentaires pour la mise en œuvre du SPANB, telles que : mesures fiscales, tourisme, prélèvements sur les infrastructures, prêts bancaires, etc.) et fournir des recommandations pour y accéder. - Un Plan d'Action de Financement SPANB résumant les activités concrètes nécessaires pour mobiliser les financement biodiversité pour la période de mise en œuvre du SPANB de 10 ans. <p><i>Contribution aux produits livrables suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Étude sur la valorisation des écosystèmes en Tunisie ; ➤ Étude sur les progrès dans l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles en Tunisie ; ➤ 3^{ème} version de la Stratégie et Plan d'action nationaux pour la biodiversité en Tunisie ; ➤ Ensemble de plans simples et réalisables qui assurent la mise en œuvre effective du SPANB ; ➤ Actualisation du Mécanisme d'échange national sur la Biodiversité (CHM) ; ➤ Evaluation des lacunes en capacités et finances et des besoins correspondants, ainsi que du financement existant pour la biodiversité ; <p><i>Critères de sélection:</i> Diplôme d'études supérieures (maîtrise) en économie, économie de l'environnement ou dans un domaine connexe, avec une expérience internationale en matière de valorisation économique et de financement de la biodiversité. Expérience avérée dans la rédaction de documents pertinents (publications, rapports et documents connexes). Aptitude avérée à recueillir, vérifier et analyser des informations, ainsi que de compléter et présenter son travail avec un haut degré de précision et de qualité technique. Communique efficacement à l'oral et à l'écrit, afin de transmettre des informations techniques complexes à des techniciens ou au grand public. Parfaite</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		maîtrise en anglais et / ou du français est requise et la connaissance de la langue arabe un atout.
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------

Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités de base en matière de diversité biologique



REQUEST FOR BIODIVERSITY ENABLING ACTIVITY

PROPOSAL FOR FUNDING UNDER THE GEF TRUST FUND

PART I: PROJECT IDENTIFIERS

EA Title:	National Biodiversity Planning to Support the implementation of the CBD 2011-2020 Strategic Plan in Tunisia		
Country(ies):	Tunisia	GEF Project ID:	.
GEF Agency(ies):	UNDP	GEF Agency Project ID:	4851
Other Executing Partner(s):	Ministry of Environment (MOE)	Submission Date:	July 20, 2012
GEF Focal Area (s):	Biodiversity	Project Duration (Months)	26
Check if applicable:	NCSA <input type="checkbox"/> NAPA <input type="checkbox"/>	Agency Fee (\$):	22,000

A. EA FRAMEWORK

EA Objective: To integrate Tunisia's obligations under the Convention on Biological Diversity (CBD) into its national development and sectoral planning frameworks through a renewed and participative 'biodiversity planning' and strategizing process, in a manner that is in line with the global guidance contained in the CBD's Strategic Plan for 2011-2020.

EA Component	Grant Type	Expected Outcomes	Expected Outputs	Grant Amount (\$)	Co-financing (\$)
1) Stocktaking and national target setting	TA	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2012, a multi-sectoral/multi-stakeholder working group is established and it completes the stock-taking exercise. By end of 2012, national targets in response to the global Aichi Targets are developed. 	<p>1.1 Review and stocktaking of products and results from previous biodiversity planning processes at the national level are carried out in participative manner.</p> <p>1.2 In response to the global Aichi Targets, national biodiversity targets are developed in a manner that is attuned to Tunisia's reality.</p> <p>1.3 The achievement of national targets, developed in line with the global Aichi Targets, is duly monitored during the project duration and beyond, and this is reported upon to the CBD through national reports and other means.</p> <p>1.4 In an iterative manner, Tunisia taps into useful information on, and participates in, global networks and initiatives on biodiversity data and indicators (such as the Biodiversity Indicators Partnership³, Global Biodiversity Information Facility⁴, the World Conservation Monitoring Centre⁵ and the Global Environment Outlook portal⁶, among other relevant ones).</p>	39,833	16,600
2) NBSAP update	TA	<ul style="list-style-type: none"> By early 2014, Tunisia's NBSAP is fully revised and updated, it is in line with the guidance in the CBD Strategic Plan (2011-2020) and has been submitted to the 	<p>2.1 A revised National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP) for Tunisia, anchored into national development frameworks, is prepared in a participative manner and widely disseminated; it fully integrates new aspects of the CBD Strategic Plan, such as: (i) valuing of ecosystem goods and services; (ii) mainstreaming biodiversity; (iii) safeguarding and restoring key ecosystem services; (iv) strengthening protected area networks and their integration in land- and seascapes; (v) strengthening ecosystem resilience and promoting ecosystem-based approaches to climate change adaptation and mitigation; and (vi) creating</p>	82,751	13,600

³ www.bipindicators.net

⁴ www.gbif.org

⁵ www.unep-wcmc.org

⁶ geodata.rrcap.unep.org

EA Component	Grant Type	Expected Outcomes	Expected Outputs	Grant Amount (\$)	Co-financing (\$)
		CBD COP	<p>sustainable finance for biodiversity conservation. This will include, inter alia, the following strategic studies:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ecosystem characterisation and valuation in Tunisia ▪ Advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia <p>2.2 Impacts of climate change on biodiversity are identified and adaptation measures mainstreamed into NBSAP, through a strategic study with the following theme:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia <p>2.3 The revised, updated and fully endorsed NBSAPs for Tunisia is submitted to the CBD within the deadline set by the COP.</p>		
3) National frameworks for NBSAP implementation, CDB reporting and exchange mechanisms	TA	<ul style="list-style-type: none"> • By 2014, the plan for implementing the NBSAP is completed, and includes capacity, technology and finance needs assessments • By 2014, the updating and improvement of the national clearinghouse mechanisms is completed • By 2014, the 5th National Report is prepared and submitted 	<p>3.1 The national framework for NBSAP implementation is in place and includes: (i) institutional leadership for implementation and strategic partnerships (nationally and internationally); (ii) a costed and prioritized Action Plan appended to the NBSAP; (iii) needs assessments on capacity, technology and finance; and (iv) a strategy for resource mobilization for the implementation of the NBSAP including a baseline assessment of existing biodiversity finance.</p> <p>3.2 An effective, user-friendly and easily updatable country-driven CHM site is developed; it is linked up to the CBD's global CHM networks and to other information and knowledge exchange network on biodiversity.</p> <p>3.3. Immediate CBD reporting obligations are met by Tunisia in a timely manner, in particular the Fifth National Report to the CBD by 31 March 2014.</p>	75,916	8,600
Subtotal				198,500	38,800
EA Management Cost ⁷				21,500	61,600
Total EA Cost				220,000	100,400

^a List the \$ by EA components.

B. CO-FINANCING FOR THE EA BY SOURCE AND BY NAME

Sources of Co-financing	Name of Co-financier	Type of Co-financing	Amount (\$)
National Government	Ministry of Environment (MoE)	In-kind	50,400
GEF Agency	UNDP	Grant	50,000
Total Co-financing			100,400

C. GRANT RESOURCES REQUESTED BY AGENCY, FOCAL AREA AND COUNTRY

GEF Agency	Type of Trust Fund	Focal Area	Country Name/Global	EA Amount (a)	Agency Fee (b)	Total (c)=(a)+(b)
UNDP	GEF TF	Biodiversity Focal Area Set-Aside	Global	220,000	22,000	242,000
Total Grant Resources				220,000	22,000	242,000

⁷ This is the cost associated with the unit executing the project on the ground and could be financed out of trust fund or co-financing sources.

D. EA MANAGEMENT COST

Cost Items	[GEF only] Total Estimated Person Weeks**	Grant Amount (\$)	Co-financing (\$)**	EA Total (\$)
Local consultants*	7	7,000	54,600	61,600
International consultants*	0	0	0	0
Office facilities, equipment, vehicles and communications*		13,000	5,000	18,000
Travel*		0	0	0
Other**	Project Audit	0	2,000	2,000
	Miscellaneous	1,500		
Total		21,500	61,600	83,100

* Details to be provided in Annex A. ** Other items to be clearly specified

*** Under "Local Consultants / co-financing", \$21,000 refers to UNDP's co-financing of the NBSAP National Project Manager (21 weeks), plus an amount \$33,600 which corresponds to the value of the time input of government staff to the management of the project.

PART II: ENABLING ACTIVITY JUSTIFICATION

A. ENABLING ACTIVITY BACKGROUND AND CONTEXT

Biodiversity significance in Tunisia

Tunisia is only 163,610 km² large and bounded to the west by Algeria, to the south by Libya east and to the north by the Mediterranean Sea, with about 1,300 km of coastline. Because of its particular geographical position, Tunisia is subject to the antagonistic influence of diverse climatic regimes – from the Mediterranean, the great Sahara and, to some extent, the Atlantic Ocean –and therefore characterised by significant climate variability with an important aridity component. This translates into a wide variety of milieu and ecosystems – Tunisia is part of the southern edge of the Mediterranean Biodiversity Hotspot where it plays a central role in ensuring connectivity between the eastern and the western parts of the southern Mediterranean.

Tunisia is host to over 7,200 animal and plant species spread across various terrestrial, coastal/marine and freshwater ecosystems. 228 (3.2%) plant species are endemic. Tunisia's fauna has suffered a substantive decline over the last century. There are 2181 terrestrial animal species in Tunisia (78 mammals including 30 rare or threatened species, 362 birds, 58 reptiles and amphibians, 336 fish and 1434 invertebrates) and 2331 marine animal species. 32 collections of micro-organisms have been identified totalling 22650 strains.

Tunisia counts with 5 main groups of terrestrial ecosystems of primary importance:

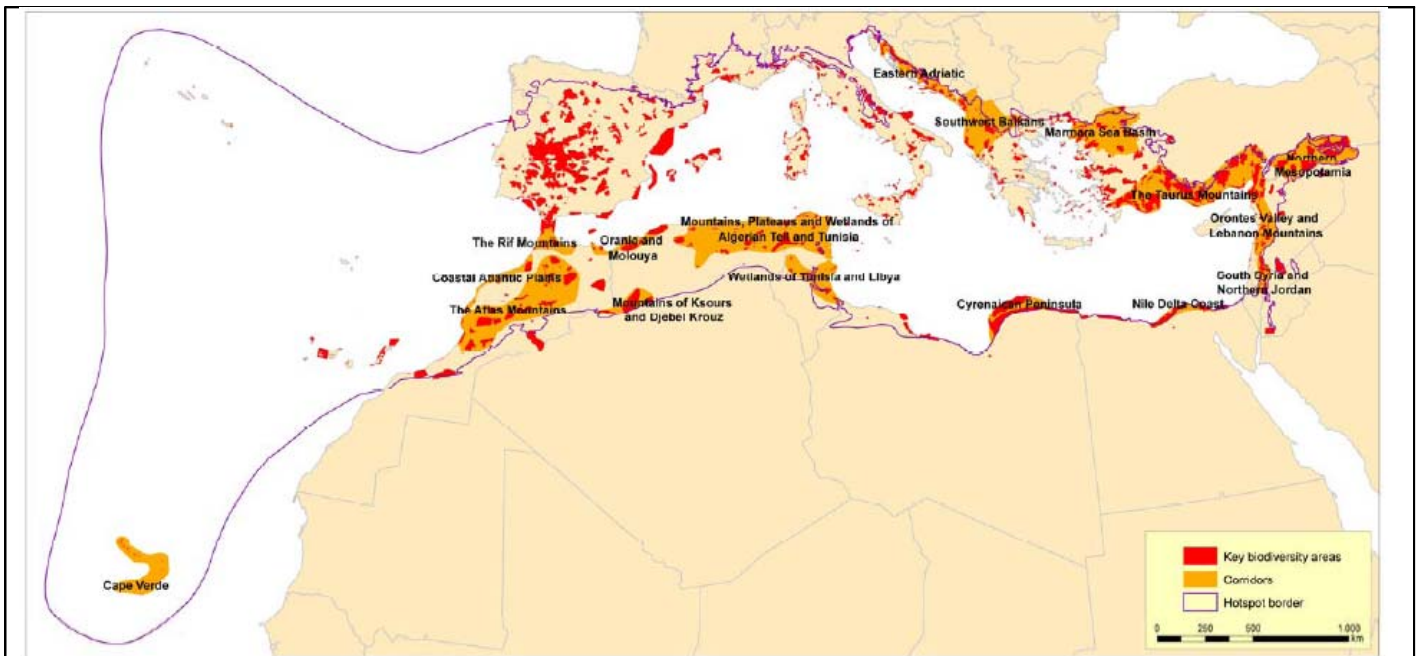
1. Forest and mountain ecosystems (18);
2. Steppe ecosystems (3);
3. Saharan ecosystems (1) which cover nearly one third of the country's total area;
4. Oasis ecosystems (3); and
5. Agricultural ecosystems in 3 main agro-ecological zones with a total of 12 groups of agro-systems covering 5.3 million ha.

The Tunisian marine environment is typically subdivided into three main zones (Northern, Eastern and Southern) of climatic character, which harbour:

- Coastal ecosystems (4);
- Insular ecosystems (over 66,400 ha) and;
- Marine ecosystems.

Wetlands and water ecosystems are mainly present in the central and northern regions. They include:

- Lagoon ecosystems (9) covering 0.11 million ha;
- Sebkhs and chotts (15) covering 2 million ha;
- Freshwater courses and reservoirs (8).



The Mediterranean Biodiversity Hotspot showing Key Biodiversity Areas and Corridors. © Conservation International.

Threats to biodiversity

The notable socio-economic development achieved in Tunisia during the last 5 decades has had undeniable positive impacts such as the rapid improvement of the standard of living which has been accompanied by the increase of both quantitative and qualitative social needs, and some increase in the cost of living. However such a development induced various negative impacts mainly an increasing pressure on natural resources and land through cultivation of marginal lands, changes in land use, rapid urbanization, and the race for increases in agriculture production and quality to meet market requirements. This has led to a rapid degradation of natural resources and habitats. The main threats to biodiversity in Tunisia include:

- (i) The market forces which are among the primary drivers of biodiversity loss, in particular with regard to agrobiodiversity but also on traditional know-how and practices.
- (ii) Habitat / land use change: This includes the conversion from natural land cover and marginal land for agricultural and development purposes. Cultivated land increased from 2.96 million ha in 1961-62 to 4.21 million ha in 2004-2005 while fallows and rangelands including grasslands (Esparto) decreased from 2.25 million ha to 1.06 million ha during the same period. Forest cover had declined from 3.3 million ha at the start of the 20th century to 841,000 ha actually. However afforestation activities have addressed this issue and forest cover is slowly improving again. In addition, the damming of most of Tunisia's waterways has led to a decrease in marine and coastal sedimentation that have led to increased erosion and impacted marine and coastal species and habitats.
- (iii) Pollution of the natural environment: Pollution in various forms is a more restrictive barrier to the conservation of biodiversity in Tunisia, in particular with regard to marine biodiversity. Coastal areas in particular are the most urbanised areas where industrial and touristic activities are concentrated. Pollution affects some coastal or lagoon areas where local impacts have been observed. Such pollution results from releases of maritime transport vessels that are hardly controllable, and from spills of cleaned waste water that are not consistent with accepted standards.
- (iv) Climate Change and desertification: While Tunisia is already facing high levels of desertification and land degradation caused by a variety of human-caused drivers, climate change is increasingly becoming an additional threat to biodiversity in Tunisia. In particular, hydrological stresses from extreme heat events and drought are stressing aquatic species. Some studies show that by 2020, there will be 15% less precipitation, requiring resilience and adaptation measures to be put in place as soon as possible to cope with the strain on human and natural communities alike. Climate change is also stressing agricultural biodiversity.
- (v) Invasive Alien Species: the existence or the recent introduction of species known as invasive is a phenomenon of special concern. These species are either native or introduced exotics. Among the native species, we can distinguish *Avena sterilis*, *Cynodon dactylon*, *Cyperus rotundus*, *Hypericum perforatum*, *Lapsana communis*, *Silybum marianum*, *Foeniculum vulgare*. The Kerkennah islands are on the way to be colonized by *Lygeum spartum* and *Salsola kali*. Among the already existing exotics, there are *Oxalis pes-caper* and *Nicotiana glauca*. Among the recently introduced species figure *Oxalis articulata*, reported in Kroumirie (El Feija, Tabarka), *Arctotheca calendula* (present in Kroumirie and in Mogod), *Solanum elaeagnifolium* (present in Sidi Bouzid, Sbikha, Kairouan, Monastir, Zaghouan, El Fahs, Bir

Mcharga).

Developmental context and challenges

Biodiversity plays a critical role in Tunisia's social and economic development, which relies heavily on natural resources through agro-pastoral activities, irrigated agriculture, extraction activities, and so forth. Agriculture has been and continues to be an important source of livelihood, involving the majority of the rural population through food crops, livestock and other non-food commodities. Forests and rangelands are also critical for agro-pastoral activities, apiculture, and the extraction of timber and non-timber forest products including essential oils and pharmaceuticals; in addition forests play an invaluable role in the protection of the country's main watersheds; and subsequently in the sustainability of water reservoirs. However, Tunisia faces several serious challenges pertaining to:

- Water resources conservation, management and valuation: Indeed, compared to Mediterranean countries Tunisia is the least endowed with water resources. It has a ratio of 471m³/inhabitant which could drop to 360 m³/inhabitant in 2030 according the most recent studies. Thus, water management will have to face tremendous challenges including:
 - Meeting the growing needs with limited resources,
 - Looking for a compromise to satisfy demand without slowing down the economic and social development and the preservation of natural environment and resource conservation.
- The impacts of climate change, which are projected to be as follows by 2030:
 - decrease of non-renewable aquifers by 28%;
 - decrease of surface water by 5%;
 - decrease of livestock herd sizes of 20 to 80%;
 - decrease of orchard sizes in dry areas by nearly 50%.

Institutions responsible for managing biodiversity

In Tunisia, the main agencies responsible for managing biodiversity include:

- The Ministry of Environment and its auxiliary institutions
- The Ministry of Agriculture and its auxiliary institutions
- The Ministry of High Education and Scientific Research and its auxiliary institutions
- The Ministry of Regional Development
- The Ministry of Investment and International Cooperation
- The Ministry of the Interior
- The Ministry of Equipments and Habitat
- The Ministry of Public Health

The most important national and international NGOs active in the field of biodiversity in Tunisia are:

- L'association Tunisienne pour la Protection de la Nature et de l'Environnement (ATPNE)
- L'Association des amis des Oiseaux (AAO)
- ENDA Inter Arabe
- L'Association de a protection de la vie sauvage
- RANDET (under creation)
- WWF
- IUCN

The Protected Area System:

Tunisia has 44 terrestrial protected areas (PA) and c. 5 Marine PAs with more than 8 % of the territory. While there are several strengths, mostly contributed by GEF projects (e.g., strong management planning, research, monitoring and sustainable finance), the existing protected area system faces some critical problems including: a) the inability to meet basic biodiversity conservation objectives - due to poor ecosystem coverage, ecologically non-viable sizes, etc.; b) a lack of understanding and awareness at all levels in Tunisia (decision-makers, planners, general public) of the value and importance of biological conservation and rational use of biodiversity for the development of the country; and c) the lack of connectivity at site, landscape, national and regional levels. The design and development of a robust protected area network for Tunisia that serves to adequately conserve biodiversity, to ensure sustainable use of natural resources, and to foster climate resilience and adaptation, will be a key feature of the updated NBSAP. Currently the Ministry of Environment is developing a study assessing the ecological representativeness

and management effectiveness of PAs. This study will allow identification of gaps and failures of the system of PAs in order to propose the necessary improvements.

Barriers to effective implementation of the CBD Strategic Plan:

The 4th National Report identified some barriers to effective implementation of the CBD. Those barriers most relevant to the CBD Strategic Plan include:

- Inadequate research capacity on climate change issues, including capacity to assess climate vulnerability and to develop adaptation measures to climate change and their integration into international programs and projects.
- An underdeveloped legal and regulatory framework and institutional framework of monitoring components of biodiversity, and the absence of comprehensive national programs for biodiversity monitoring.
- Inadequate public participation in environmentally significant decisions.

Further gaps were identified such as:

- lack of integration and a common vision of biodiversity issues;
- lack of human and financial capacities;
- lack of individual capacity, institutional and systemic;
- lack of coherent strategies on communication, sensitizing and public awareness.

Other related biodiversity planning processes and efforts:

The formulation of Tunisia's new NBSAP will build on prior biodiversity planning, CBD reporting processes and on the conclusions from previous capacity needs assessments. Then, Tunisia has been developing or is about to finalise the following further national-level policies, strategies and/or planning processes that are equally of relevance to the NBSAP formulation:

- The National Strategy on Sustainable Development, which is currently being elaborated.
- Equipped with this remarkably rich in biodiversity and landscapes, Tunisia has worked for over twenty years in promoting and implementing development policies contributing to both protect the environment, preservation of natural resources and biodiversity, and rational management of these resources, and integration of these issues as a national priority and strategic choice confirmed in the policies of economic and social development of Tunisia.
- The first strategy for mobilization of water resources (1990-2001) focused on the achievement of 21 dams that have achieved a mobilization rate of 90%. The second-year strategy for mobilization of water resources (2002-2011), in turn, on the completion of 11 large dams with a total capacity of 350 million cubic meters, which will bring the rate to 95% mobilization of water resources. This policy of water resource mobilization has been accompanied by the implementation of a national water-saving for both urban and agricultural needs, the generalization of saving techniques for irrigation water. It prolongs a cultural tradition "oasis" of management and conservation of scarce water resources.
- The two strategies for Soil and Water Conserving (1990-2001) and (2002-2011) allowed a significant improvement of water resources, creating more than 160 small lakes and 2,000 groundwater tables feeding units, and rehabilitation of approximately 4,200 ha for cereal crops.
- The implementation of the National Forest Strategy (2002-2011), which achieved afforestation and rangeland rehabilitation and brought the forest cover to 13.2% of the total area of the country.
- A strategy and action plan on desertification, prepared since 1998. 12 regional programs for desertification control (Regional Action Plans to Combat Desertification: PAR/LCD) have been developed to address socio-economic priorities and environmental key issues of each region.
- Given the already obvious impacts of climate change on the coastal environment, increasing interest is devoted to sea erosion control. For this purpose, urgent and priority actions have been identified on approximately 50 km of sea coast spread over six governorates (Bizerte, Tunis, Sousse, Monastir, Sfax and Medenine).
- Given the Tunisia's climate change vulnerability, a climate strategy was developed. In addition, sector adaptation strategies to climate change were finalized in 2008 (agriculture and ecosystems, coast and public health).
- Also, special attention was dedicated to the protection of wetlands and protection of population growth and urban activities. A specific program has been implemented, to ensure the development of management plans and help preserve the ecological functions and services of coastal wetlands 8. These efforts culminated in 2008 with creation of 19 Tunisian wetland RAMSAR sites.

A regional process of relevance in this context is the ongoing formulation of the IUCN regional programme for the Mediterranean and the sub-programme for North Africa, which was initiated during a consultation workshop in Rabat in mid 2011; the next step being the adoption of IUCN's Global Programme for 2013-2016 at the World Conservation Congress in October 2012.

1) National Reporting to CBD			
Reports	Date of Submission to CBD Secretariat	Current Status*	Comments
NBSAP, version 1	2001-06-01	Submitted	Although submitted, it is currently outdated
NBSAP, version 2	Not submitted	Not yet started	Funding being applied for under this project.
1 st National Report	1998-04-14	Submitted	
2 nd National Report	2002-04-03	Submitted	
3 rd National Report	2006-09-13	Submitted	
4 th National Report	2009-08-04	Submitted	Outdated, since it does not adequately address the Aichi Targets
2) Capacity Needs Assessments carried out YES			
Start Date: Feb 2003		End Date: Dec 2006	
Please list all of the CBD Program of Work and cross-cutting themes that were addressed in the Biodiversity Enabling Activities Capacity Needs Assessments:			Dates
Cross-cutting capacity needs assessments for the implementation of the Rio Conventions See http://www.undp.org/mainstreaming/docs/ncsa/ncsa-reports/finalreportsandplan/ncsa-tunisia-fr-ap-FR.pdf			2007
Under the Third National Report to the CBD: <ul style="list-style-type: none"> - Agricultural Biodiversity - Forest Biodiversity - Access to Genetic Resources and Benefit-sharing - Biodiversity for Development - Invasive Alien Species - Protected Areas - Sustainable Use of Biodiversity - Climate change 			2006
3) Clearing House Mechanism (CHM) established?			YES
CHM link(s):	http://www.chm-biodiv.nat.tn/		
Is the CHM website maintained up to date?	NO		
How many people currently operate and maintain the national CHM?	None		
How many people visited the national CHM website in the past 12 months?	Unknown		
Note: Although Tunisia has a developed clearinghouse mechanism, it is not adequate for meeting the data and information needs for achieving the Aichi Targets, particularly information on mainstreaming, protected areas, biodiversity valuation.			

B. ENABLING ACTIVITY GOALS AND OBJECTIVES

The Baseline Project: The Current NBSAP and the new CBD Strategic Plan

The new CBD Strategic Plan, adopted at COP-10 in 2010 in Nagoya, clearly addresses the need for updating NBSAPs, stating in Target 17 that “By 2015, each Party has developed, adopted as a policy instrument, and has commenced implementing an effective, participatory and updated national biodiversity strategy and action plan.” The most recent NBSAP for Tunisia was submitted to the CBD in 2001, and although it clearly lays out priorities for biodiversity conservation and contains a clear action plan for moving forward, it was developed before COP-10 and the range of historic agreements agreed in Nagoya including the CBD Strategic Plan for 2011-2020. It therefore does not include a range of new or significantly strengthened elements in the CBD Strategic Plan’s Aichi Targets that will need to be incorporated into the revised NBSAP; these will be detailed in the description of the Key Activities under Component 3.

Proposed Response and Rationale: The new generation of BD EA

This project seeks to fully incorporate all newly required aspects into the NBSAP. This ‘new generation’ of NBSAP will help set a standard of excellence by creating a national road map for achieving the Aichi Targets. Special emphasis will be placed on fully realising the values of biodiversity and ecosystem services, and mainstreaming these into national and local development and poverty reduction strategies as well as into national accounting frameworks; safeguarding and restoring key ecosystem services; strengthening protected area networks and their integration in land- and seascapes; strengthening ecosystem resilience to climate change and promoting ecosystem-based approaches to adaptation and mitigation; and creating sustainable finance for biodiversity conservation.

Alignment with Focal Area Outcome(s):

BD5 Objective: Integrate CBD Obligations into National Planning Processes through Enabling Activities (herein serving as the ‘Project Development Goal’):

Focal Area Outcome 5.1: Development and sectoral planning frameworks at country level integrate measurable biodiversity conservation and sustainable use targets.

The Project *Objective* is:

To integrate Tunisia’s obligations under the Convention on Biological Diversity (CBD) into its national development and sectoral planning frameworks through a renewed and participative ‘biodiversity planning’ and strategizing process, in a manner that is in line with the global guidance contained in the CBD’s Strategic Plan for 2011-2020.

This will be achieved through the following *Outcomes* (corresponding to components described in detail below):

- Outcome 1 – A participative stocktaking exercise on biodiversity planning is conducted and national biodiversity targets are developed in response to the global Aichi Targets.
- Outcome 2 – The NBSAP is revised and updated and it fully integrates new aspects of the CBD strategic plan.
- Outcome 3 – The national frameworks for NBSAP implementation, CBD reporting and exchange mechanisms are established and strengthened.

Refer to Part I, Table A and to the next section for more details.

How the project plans to build national capacity

Enabling Activities are considered foundation activities within the framework of the GEF. The ultimate goal of Biodiversity Enabling Activities is to build national capacity across the board for biodiversity management. The effective achievement of global biodiversity benefits depends on the development of national capacity for managing biodiversity. The more robust this capacity is in a given country, the more effective the national implementation of the CBD will be.

The approach to building of national capacity in this proposal follows the guidance from the *GEF Strategic Approach to Enhance Capacity Building* (2003)⁸ under the GEF’s cross-agency Capacity Development Initiative. Three levels of capacity were identified: individual, organizational and systemic. Quoting from a recent GEF publication on the theme of capacity (GEF 2010)⁹:

“At the individual level, capacity development refers to the process of changing attitudes and behaviors, most

⁸ GEF, 2003: “Strategic Approach to Enhance Capacity Building”. Global Environment Facility. See also: GEF Evaluation Office, 2006: “Evaluation of GEF Capacity Development Activities. Approach Paper”. GEF EO.

⁹ GEF Capacity Development Initiative, Global Support Programme for National Capacity Self-Assessment, 2010: “Monitoring Guidelines of Capacity Development in GEF Operations”.

frequently through imparting knowledge and developing skills through training. However it also involves learning by doing, participation, ownership, and processes associated with increasing performance through changes in management, motivation, morale, and improving accountability and responsibility.

Capacity development at the organizational level focuses on overall performance and functioning capabilities, such as developing mandates, tools, guidelines and management information systems to facilitate and catalyze organizational change. At the organizational level, capacity development aims to develop a set of constituent individuals and groups, as well as to strengthen links with its environment.

At the systemic level, capacity development is concerned with the “enabling environment”, i.e., the overall policy, economic, regulatory, and accountability frameworks within which organizations and individuals operate. Relationships and processes between organizations, both formal and informal, as well as their mandates, are important.”

In this light, this project will build national capacity in Tunisia in the following manner:

Individual	Much of the work under this project will be carried out through working groups. This is an ideal forum for imparting knowledge among different individuals involved in biodiversity planning and in environmental matters in Tunisia in general. For many of the civil servants and NGO staff in Tunisia, the opportunity for working within a project like this is a form of training. Furthermore, consultation, participation and ownership are guiding principles of biodiversity planning processes. These are part and parcel of this proposal.
Organizational	<p>UNDP’s approach to Biodiversity Enabling activities in GEF5 goes beyond the mere production of national reports and strategies to the CBD and the development of a website for the CHM. Rather, it is concerned about the developing a permanent framework for reporting to the CBD and for maintaining the CHM interesting and up to date. This implies institutionalising the capacity for eventually achieving this with as little external assistance as possible. Given the ambitious targets of the CBD Strategic Plan (2011-2020), it is recognised that actions to engage external assistance and retain national are in the meanwhile needed. This will be availed through the project. In particular, the following activities are specially targeted at building organisational capacity:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taking stock of the NBSAP and identifying barriers to its implementation ▪ Setting targets and priorities ▪ Developing implementation plans for the revised NBSAP ▪ Assessing and strengthening capacity needs ▪ Developing clearinghouse mechanisms ▪ Developing a permanent framework for reporting to the CBD
Systemic	<p>The approach that UNDP has developed for Biodiversity Enabling Activities in GEF5 is transformational with respect to systemic capacity elements (i.e. policy, economic, regulatory, and accountability frameworks within which organizations and individuals operate). The aim is to ensure that the objectives, targets and guidance from the CBD Strategic Plan (2011-2020) become fully anchored into national development frameworks. This will be achieved by the development of the following new aspects of the CBD strategic plan: (i) the valuing of ecosystem goods and services; (ii) mainstreaming; and (iii) the incorporation of challenges and opportunities linked to ecosystem-based adaptation and resilience. The knowledge developed through these activities will become part of Tunisia’s new NBSAP and will have a greater chance of influencing and even becoming policy. In particular, the following activities are specially targeted at building systemic capacity:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation ▪ Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices and into sectoral plans and strategies ▪ Incorporating climate change issues into NBSAPs ▪ Integrating the NBSAP implementation plan with the CBD Programme of Work on Protected Areas implementation plan ▪ Securing sustainable finance for NBSAP implementation ▪ Monitoring and reporting on the status of biodiversity under climate change scenarios

C. DESCRIBE THE ENABLING ACTIVITY AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK FOR PROJECT IMPLEMENTATION (discuss the work intended to be undertaken and the output expected from each activity as outlined in Table A).

Detailed Description of Activities per Project Component / Outcome

The description that follows has been organized in five modules (I -V), following the GEF’s guidance, but which for the sake of simplicity were grouped within the three already mentioned Components / Outcomes. The following are modules:

Component	Outline of modules for NBSAP Revision and Related Activities	Indicative percentage of total GEF funding in the proposal
1	I. Preparation	8.0%
	II. Setting national targets, principles, & main priorities of the strategy	12.0%
2	III. Strategy and action plan development	42.0%
3	IV. Development of Implementation plans and related activities	17.0%
	V. Institutional, monitoring, reporting and exchange	21.0%

Component 1. Stocktaking and national target setting

Key Outputs expected under this component includes the following:

- 1.1 Review and stocktaking of products and results from previous biodiversity planning processes at the national level are carried out in a participatory manner.
- 1.2 In response to the global Aichi Targets, national biodiversity targets are developed in a manner that is attuned to Tunisia's reality.
- 1.3 The achievement of national targets, developed in line with the global Aichi Targets, is duly monitored during the project duration and beyond, and this is reported upon to the CBD through the 5th national report, and through other means.
- 1.4 In an iterative manner, Tunisia taps into useful information on, and participates in, global networks and initiatives on biodiversity data and indicators (such as the Biodiversity Indicators Partnership, Global Biodiversity Information Facility, the World Conservation Monitoring Centre and the Global Environment Outlook portal, among other relevant ones).

Key Outcomes:

- By end of 2012, a multi-sectoral/multi-stakeholder working group is established and it completes the stock-taking exercise.
- By end of 2012, national targets in response to the global Aichi Targets are developed.

Key Products or publications resulting from activities:

- Brief Review of the Biodiversity Planning Process in Tunisia
- Biodiversity Targets for Tunisia: As part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020

Key Activities (I-II):

This activity will be led by the NBSAP National Project Manager, with the support from the Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation, one or more of the national working groups, which will be under formation at this phase of the project, and the NBSAP International Advisor. It will involve the following steps:

I. *Preparing for the NBSAP revision*

- Taking stock of the NBSAP and identifying barriers to its implementation: This activity will focus on rapidly but accurately taking stock of existing plans, policies and practices, and of the root causes of biodiversity loss. Within country-specific contexts, the aim is not only to identify key threats, but to understand the drivers behind these threats, as well as the key aspects of the policy environment that are barriers and challenges to effective conservation/sustainable use. Based on existing studies and analyses, the emphasis of this activity will be on identifying key gaps in the existing NBSAP, understanding the primary drivers and root causes, and identifying the means of overcoming existing barriers and challenges.
- Stakeholder consultation and participation: This activity will focus on ensuring a robust consultative process that engages representatives from key sectors, administrative leaders, and traditionally under-represented groups. The aim is to develop and sustain a participatory process in order to increase the likelihood of successful implementation of the NBSAP. This is especially important relative to the goals of mainstreaming biodiversity into national development plans, and promoting resilient landscapes that include production sectors. (Refer to section B5).

II. *Setting targets*

Setting targets and priorities: This activity focuses on setting specific, measurable, achievable and time-bound targets for the NBSAPs based on the global Aichi Targets, including targets on restoration of ecosystems, protected area

coverage, overall biodiversity loss, and other aspects of the Strategic Plan. This activity, which is linked to priority setting among different aspects within the NBSAP, will be initiated by CoP-11 or shortly after.

Component 2. NBSAP Update

Key Outputs expected under this component include the following:

- 2.1 A revised and updated National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP) for Tunisia, anchored into national development frameworks, is prepared in a participative manner and widely disseminated; it fully integrates new aspects of the CBD Strategic Plan, such as: (i) valuing of ecosystem goods and services; (ii) mainstreaming biodiversity; (iii) safeguarding and restoring key ecosystem services; (iv) strengthening protected area networks and their integration in land- and seascapes; (v) strengthening ecosystem resilience and promoting ecosystem-based approaches to climate change adaptation and mitigation; and (vi) creating sustainable finance for biodiversity conservation. This will include, inter alia, the following strategic studies: Ecosystem characterisation and valuation in Tunisia; Advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia.
- 2.2 Impacts of climate change on biodiversity are identified and adaptation measures mainstreamed into NBSAP, through a strategic study with the following theme: Exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia.
- 2.3 The revised, updated and fully endorsed NBSAP for Tunisia is submitted to the CBD within the deadline set by the COP.¹⁰

Key Outcome:

- By early 2014, Tunisia's NBSAP is fully revised and updated, it is in line with the guidance in the CBD Strategic Plan (2011-2020) and has been submitted to the CBD COP

Key Products or Publications resulting from activities

- Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Tunisia
- Sub-product 1: Study on ecosystem characterisation and valuation in Tunisia
- Sub-product 2: Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia
- Sub-product 3: Study on exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia

Key Activities (III)

This activity will be led by the NBSAP National Project Manager, with the support from the Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation, the International Specialist - Biodiversity and Climate Change, the National Expert - Environmental Economics & Finance, and the NBSAP International Advisor. By then, several national (and possibly sub-national) working groups would be operational and will be able to participate fully in the preparation of the required project products.

III. Developing the NBSAP

This step will seek to achieve the following: (i) Developing the strategy and actions to implement the agreed targets through national consultations; (ii) Application of the NBSAP to sub-national entities through sub-national and local consultations; and (iii) Sectoral integration including mainstreaming into development, poverty reduction, national accounting and climate change plans through sectoral consultations supporting the NBSAP formulation.

While the project will focus on updating *all* aspects of the NBSAP, it will focus especially on the range of new or significantly strengthened elements in the CBD 2011-2020 Strategic Plan's Aichi Targets that will need to be incorporated into the revised NBSAP. These include the following:

- Integrating biodiversity values into national and local development and poverty reduction strategies and planning processes, as well as into national accounting and reporting systems, as appropriate, by 2020 at the latest (**Target 2**). This was identified as a priority in Tunisia's 4th National Report of 2009.

Such integration will be eased following the creation in 2011 of the Ministry of Regional Development and Planning and will be further enhanced through the reviewing (under way) by the National Constitutional Congress of the roles and the functioning of the decentralized development structures at regional and local levels. In addition, the concession act (law)

¹⁰ The actual submission of the NBSAP to the CBD Secretariat is the responsibility of the government of Tunisia, not UNDP.

adopted in 2005 will allow co-management of natural resources, mainly forests and rangelands, by local population and the private sector and is already opening the way for a better integration of the population and a better valorisation of the resources in the field of ecotourism, hunting, forest seedlings production and forest/rangeland management and valuation.

- Eliminating, phasing out or reforming harmful incentives including subsidies, and developing and applying positive incentives for the conservation and sustainable use of biodiversity, by 2020 at the latest (**Target 3**).
- Achieving sustainable production and consumption and ensuring that the use of natural resources falls well within safe ecological limits, by 2020 at the latest (**Target 4**). This will be particularly important given the predictions for climate-related changes in precipitation and water runoff patterns in the coming years in Tunisia, with the consequent implications for agriculture, forestry and related land uses.
- Reducing the rate of loss of all natural habitats, including forests, so it is at least halved and where feasible brought close to zero, and significantly reducing degradation and fragmentation, by 2020 (**Target 5**).

The first forestry strategy was established in 1990 for a period of 10 years. The second forestry development strategy (2002-2011) included: (i) an increasing number of activities towards the increase the country's forest cover; (ii) sustainable management of the forests and rangelands; (iii) a stronger impetus to the participatory and integrated management of forest and rangelands, and socio-economic development of forest users; (iv) greater involvement of a more active private sector in forest resource management; (v) more attention to concerns about desertification, biodiversity and climate change; (vi) taking account of local, regional and national concerns resulting in an effective decentralization and progressive management activities and planning; (vii) the search for alternative funding for the forestry sector.

- Managing and harvesting all fish and invertebrate stocks and aquatic plants sustainably, legally and applying ecosystem based approaches, to avoid overfishing and significant adverse impacts of fisheries on threatened species and vulnerable ecosystems, by 2020 (**Target 6**).

Tunisia has implemented several strategies for a rational and sustainable use of fisheries resources. With an annual production of about 100,000 tons, the fishery sector directly or indirectly supports the livelihood of 100,000 people. According to INSTM, exploitable stocks in a sustainable management perspective would be approximately 150,000 tons. This figure could indicate a state of overfishing as it is generally accepted that the quantities reported do not reflect the reality of the annual catch and a corrective factor of 1.5 is usually applied. The stocks could therefore be in a fragile situation. Despite government incentives to develop the fishery sector, which should logically lead to an increase in fishing effort, the production was stagnating and even declining by 2% in 2005 compared to 2004. Some target species supplied to the market offer individuals which barely reached the age of reproduction. Finally, the management strategy of the sector is too limited: limitation of the number of licenses, satellite monitoring of vessels, minimum sizes of catches characteristics and regulation of fishing gear and their operating areas and installation of artificial reefs. Only a true integrated management plan for the sector would help halt the decline in stocks.

- Contributing to the CBD global target of ensuring that, by 2020, at least 17 per cent of terrestrial and inland waters, and 10 per cent of coastal and marine areas, are conserved through effectively and equitably managed, ecologically representative and well connected systems of protected areas and other effective area-based conservation measures, integrated into the wider landscapes and seascapes (**Target 11**). The target's measures correspond to fully implementing the Programme of Work on Protected Areas. While both the NBSAP and the 4th National Report mention the importance of protected areas, there is not yet a clear plan for integrating protected areas into wider landscapes, seascapes and sectors, a plan for integrating protected areas into climate resilience and adaptation plans, and a plan for increasing the protected area coverage required for attaining a fully representative and well-connected protected area system that contributes to the global CBD target.

By 2008, Tunisia had over the course of two decades established a network of 24 protected areas, which covered 3.5 % of the country's total area and included mountain ecosystems, forests, marine and coastal areas, oases and wetlands in reflection of Tunisia's natural diversity. In 2009 and 2010, 20 additional protected areas were created, bringing the total to 44 and the rate of network coverage to approximately 8 %. The inclusion in global and regional lists of several Tunisian PAs such as Ichkeul National Park, Zembra Zembretta Islands and Kneiss Islands testifies to the ecological importance of these protected sites.

- Ensuring that by 2020, the genetic diversity of cultivated plants and farmed and domesticated animals and of wild relatives, including other socio-economically as well as culturally valuable species, is maintained, and strategies have been developed and implemented for minimizing genetic erosion and safeguarding their genetic diversity (**Target 13**).
- Restoring and safeguarding ecosystems that provide essential services, including services related to water, health, livelihoods and well-being, by 2020 (**Target 14**). This is an issue of particular importance to Tunisia, given the importance of the number of small sized farms within the forest and mountainous areas and which are oriented on subsistence agriculture.

In this regard, Tunisia launched the Funding Framework for Watershed Management program in 2008/2009 covering

priority watersheds within 10 Governorates totalling over 2 million ha and co-financed by AFD.

- Enhancing ecosystem resilience and the contribution of biodiversity to carbon stocks, including through the restoration of at least 15 per cent of degraded ecosystems, to contribute to climate change mitigation and adaptation and combat desertification, by 2020 (**Target 15**).

Tunisia has developed a national strategy to combat climate change that is focused on mitigating greenhouse gas emissions, vulnerability assessments, and adaptation to climate change impacts. Activities and programmes were focussed on the energy sector, transportation sector, solid waste management sector and renewable or green energy sector. With regard to natural resources and the agricultural/forestry sector, achievements are lagging behind. Nevertheless, presently few activities pertaining to the agricultural and forestry sector are under preparation or under way such as: (i) the GEF component of the PDAI II Siliana co-financed by IFAD, which aims to develop SLUM and remove barriers to biodiversity protection and sustainable use; (ii) since 1998 Tunisia has introduced conservation agriculture, which evolved into a Conservation Agriculture Project within the Northern regions with the support of AFD and FFEM. In 2010 a soil carbon sequestration Programme of Activities was identified and approved by the IBRD Bio Carbon Fund; this PoA will allow the sequestration of an average of 514,000 CO₂teq per year during the crediting period; (iii) a portfolio of Clean Development Mechanism (CDM) projects in the forestry sector was prepared in 2008 - this portfolio identified 11 projects of which two projects have already been the subject of an PIN and approved by the DNA.

- Assessing the resources needed for effectively implementing the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020, and for substantially increasing the mobilization of financial resources from all sources in accordance with the agreed process in the Strategy for Resource Mobilization, by 2020 at the latest (**Target 20**).

The following three elements will be dealt with in particular depth resulting in individual studies that will be integrated into the NBSAP:

Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation: The study on the Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) has drawn attention to the global economic benefits of biodiversity and ecosystem services and to the growing costs of biodiversity loss and degradation. However, Tunisia has not yet linked the value of biodiversity and ecosystem services its national development goals, including poverty eradication and sustainable livelihoods. Through this activity, Tunisia will be able to demonstrate the benefits and values of ecosystems and biodiversity at a national level, and better link ecosystems and priority sectors in national development plans, in order to guide allocation of resources. The aim is to strengthen the point that biodiversity not only underpins human well-being, but that biodiversity and associated ecosystem services can make a significant contribution to poverty reduction and economic development. By engaging national specialists and providing support from global specialists, hard economic data will be collected and processed at the country level to demonstrate the costs and benefits of investing in biodiversity management. Capacity to carry out the assessments and make important links to priority economic sectors will be simultaneously built within the country. The availability of essential data and the analysis will allow us to “make the case” for biodiversity and will facilitate the process of mainstreaming biodiversity into sectoral planning through concrete biodiversity valuation examples.

✓ Specific steps in this process include:

- a. Identify and assess the full range of values of key ecosystem services within the country, based on existing local, national, regional and global studies on the value of ecosystems and biodiversity, including: the national TEEB valuation results, the valuation of protected areas, any other national ecosystem services studies that have been conducted (e.g., water, carbon), and existing global and regional maps and overlays of key ecosystem services
- b. Identify the implications of these services for different stakeholder groups within the country, including those who benefit from, and pay for, the maintenance of these ecosystem services, and those that degrade ecosystems through unsustainable use.
- c. Estimate and demonstrate the value of key ecosystem services (using methods appropriate to each service), including the value of the ecosystem service in contributing to climate resilience, adaptation and mitigation; reducing poverty, and sustaining livelihoods.
- d. Where appropriate, this activity will also identify potential means of capturing the value of targeted ecosystem services including through policies such as payments for ecosystem services and other positive incentives.
- e. This sub-activity will involve a number of stakeholders in working groups who will discuss the above themes and avail data for national consultants to compile reports from.
- f. A specific study report (Ecosystem characterisation and valuation in Tunisia) will be produced that will be incorporated into Tunisia’s new NBSAP.

Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices, into national accounting frameworks, and into sectoral plans and strategies. Mainstreaming has been defined as the internalization of biodiversity conservation goals into economic and development sectors, policies and programs, such that they become an integral part of their functioning of these sectors.¹¹

- ✓ As part of this process, the project will focus on the following sectors: Agriculture; Forestry; Medicinal and aromatic plants; Livestock and grazing; Tourism and Travel; Commerce, Trade and Transport; Energy; Fisheries; Mining, Oil and Gas; Development Planning & Finance; Water, including management of dams, irrigation, water supplies.
- ✓ The Project will also focus on the following development areas / topics: Land-use management, including spatial and infrastructural development planning; Development finance; Poverty alleviation; Rural development and livelihoods; Food security; Water quality and security; Local development and decentralization; Local communities; Gender; Climate change mainstreaming, adaptation and resilience; Population & urban planning; Health provision, including traditional medicine.
- ✓ Specific steps in this process will include:
 - Forming partnerships between relevant stakeholders interested in biodiversity conservation issues and in development issues
 - Explicitly identifying interests of key stakeholders, and desired outcomes
 - Identifying potential conflicts and trade-offs, and work towards mutually acceptable solutions, including strategies that serve mutually beneficial interests and achieve mutually beneficial outcomes
 - Embedding and institutionalizing these strategies in the institutions, policies, agreements, programs and mechanisms of each sector
 - A specific study report (Advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia) will be produced that will be incorporated into Tunisia's new NBSAP.

Recognising and responding to the impacts of climate change. The previous NBSAP did not adequately address aspects of climate change. This activity will involve incorporating aspects of climate change into the NBSAP, such as:

- a) assessing the impact of climate change on biodiversity and the functioning of ecosystem services, such as water provisioning;
- b) updating the country's ecological gap assessment to include predicted future distribution of biodiversity under climate change scenarios;
- c) identifying areas important for improving nature's ability to adapt to climate change, such as altitudinal gradients and conservation corridors;
- d) identifying, protecting and appropriately managing areas important for carbon storage and sequestration;
- e) identifying areas of particular conservation and restoration potential for enhancing climate resilience, adaptation and mitigation.
- f) this sub-activity will involve a number of stakeholders in working groups who will discuss the above themes and avail data for national consultants to compile reports from.
- g) A specific study report (Exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan) will be produced that will be incorporated into Tunisia's new NBSAP.

Component 3. National frameworks for NBSAP implementation, CDB reporting and exchange mechanisms

Key outputs expected under this component includes the following:

- 3.1 The national framework for NBSAP implementation is in place and includes: (i) institutional leadership for implementation and strategic partnerships (nationally and internationally); (ii) a costed and prioritized Action Plan appended to the NBSAP; (iii) needs assessments on capacity, technology and finance; and (iv) a strategy for resource mobilization for the implementation of the NBSAP including a baseline assessment of existing biodiversity finance.
- 3.2 An effective, user-friendly and easily updatable country-driven CHM site is developed; it is linked up to the CBD's global CHM networks and to other information and knowledge exchange network on biodiversity.
- 3.3. Immediate CBD reporting obligations are met by Tunisia in a timely manner, in particular the Fifth National Report to the CBD by 31 March 2014.

¹¹ Petersen, C and B. Huntley. 2005. Mainstreaming Biodiversity in Productive Landscapes. Working Paper 20. Washington DC: GEF.

Key Outcomes:

- By 2014, the plan for implementing the NBSAP is completed, and includes capacity, technology and finance needs assessments
- By 2014, the updating and improvement of the national clearinghouse mechanisms is completed
- By 2014, the 5th National Report is prepared and submitted

Key Products or publications (maybe combined into one):

- One overall and several straightforward and feasible specific NBSAP implementation plans, which ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP
- A fully functional and updated CHM for Tunisia based on best international practices in developing CHMs.
- 5th National report to the CBD

Key Activities (IV – V)**IV. Developing implementation plans**

This activity will focus on developing an overall plan for implementing the NBSAP. This implementation plan will include the following components:

Developing an overall implementation plan: The primary output of this activity is an overall implementation plan that delineates major steps, responsible parties, costs for main activities, expected outcomes and a timeline.

Integrating the NBSAP implementation plan with the CBD Programme of Work on Protected Areas implementation plan: This activity will ensure that work and progress on protected areas, including goals, objectives and next steps, are fully integrated into the NBSAP. Particular emphasis will be placed on aspects of the CBD Aichi Target 11, including plans for expanding the protected area network, improving management effectiveness of existing protected areas, securing sustainable finance, improving connectivity, and integrating protected areas into the wider landscape and seascape.

Securing sustainable finance for NBSAP implementation: Article 20 of the Convention mentions the need for any Party “to provide, in accordance with its capabilities, financial support and incentives in respect of those national activities which are intended to achieve the objectives of this Convention.” In the past few years, there has been a proliferation of innovative biodiversity finance mechanisms, such as payments for ecosystem services, conservation trust funds, biodiversity offsets and bio-carbon funding, among many others. Tunisia is still in the early stages of exploring these mechanisms. This activity will therefore focus on the following:

- Determining the biodiversity financing baseline (past and current biodiversity investment) and the efficiency and effectiveness of resource utilisation
- Determining the existing financing needs and gaps for implementing the NBSAP
- Identifying potential traditional and innovative sources of revenue for filling the financing gap
- Assessing the feasibility for these revenue sources
- Developing a detailed plan for operationalising these revenue sources

Assessing and strengthening capacity needs: One of the primary areas of enabling activities is the assessment of capacity needs. The decisions at CoP-10 place new and ambitious demands on countries, including requirements to protect and sustainably manage their lands and water, to develop comprehensive plans that integrate climate change into their land use, development and sectoral plans and strategies, and to develop appropriate biodiversity and climate policies, laws and incentives. This activity will ensure that Tunisia develops a road map for strengthening these specific capacities. Building on existing capacity needs assessment, and using existing guidance, Tunisia will focus on addressing the following capacity priorities:

Biodiversity Capacity Gaps:

- The overuse of temporary ad-hoc decision-making bodies
- Lack of coordination between key agencies
- Insufficient protection and conservation finance and measures
- Low public awareness of environmental issues
- Lack of effective systems and adequate databases for sharing biodiversity information,
- Inadequate means of monitoring trends in biodiversity resources

- Capacity to develop ecosystem-based climate resilience and adaptation plans
- Capacity to conduct biodiversity valuation studies
- Capacity to conduct critical biodiversity research, including on climate change impacts

Crosscutting Capacity Gaps:

- Weak planning capacity for mainstreaming biodiversity into key sectors, particularly agriculture, water management, forestry, fisheries and tourism;
- Inadequate and/or non-operating institutional and legislative frameworks;
- Weak EIA enforcement;
- Lack of mechanisms dealing with management and monitoring of biodiversity threatening processes and activities;
- Inadequate knowledge base to handle emerging issues, such as climate change adaptation

V. Institutionalizing, monitoring and reporting

Monitoring and reporting on the status of biodiversity under climate change scenarios: Monitoring and reporting on the status of biodiversity is a key aspect of several Programmes of Work within the CBD. To date, efforts to monitor and report on the status of biodiversity have been sporadic and have typically not taken into full account the status and trends of biodiversity, the status of effective conservation, the contribution of ecosystem services (such as water and carbon), and the likely impacts of climate change on biodiversity and ecosystem services. Through this project, Tunisia will ensure that future monitoring and reporting on the status of biodiversity and ecosystem services is comprehensive, and fully incorporates climate change issues.

Developing clearinghouse mechanisms (CHM): Of the 90 countries that accessed funding under the Fourth National Report joint global project (UNDP-UNEP/GEF), only 44 had national CHM sites, and of those, 25 were kept up-to-date (data from 2010). At the same time that CHMs are largely out of date, reliance on digital information has increased exponentially. Tunisia is no exception. While Tunisia has a website on environmental issues, it is insufficient to provide adequate information related to biodiversity, and will need to be radically upgraded. This aspect of the project will help develop an effective, user-friendly and easily-updatable CHM that will allow an effective sharing of information nationally, regionally and globally. The project will also work in collaboration with the CHM of the Secretariat of the CBD, to ensure that lessons and information are disseminated globally.

Developing a permanent framework for reporting to the CBD: Parties to the CBD committed to submitting a fifth national report by 2014. In this project, Tunisia will submit a 5th National Report that fully covers the NBSAPs, key changes in the status and trends in biodiversity status, threats and conservation, and will develop a long-term reporting framework that will enable us to better track changes over time.

Project consistency with national strategies and plans or reports and assessments relevant for the CBD, as well as other cross-cutting assessments and priority setting exercises

At national level, the National Agenda 21, the National Committee for Sustainable Development, together with the National Biodiversity Plan of Action adopted in 2009, define the overarching environmental objectives and strategies for the Government of Tunisia. Both in turn provide for the implementation of the National Biodiversity Strategy. This project is a follow on to the existing NBSAP in particular with regard to its Components 2 and 3 related to the mainstreaming of biodiversity conservation into natural resources management, and the management of biodiversity threatening processes and activities, respectively. The project builds on previous biodiversity planning and CBD reporting processes. It also builds on the conclusions from previous capacity assessments, taking these one step further.

Collaboration and synergies with related initiatives

Tunisia has recently concluded, or is in the process of implementing, a number of GEF grants, including the following key projects upon which this project will build and with which it will integrate where possible:

- IBRD/GEF project on *Protected Areas Management* (GEF 1173): The project assisted the government of Tunisia in improving the conservation of biodiversity within the protected areas through implementation of management plans at three national parks together with local communities and capacity building at the regional levels to assure sustainable ecosystem management and monitoring.

The NBSAP process will build on the information gathered during this project, and use the information when developing the NBSAP chapter on Target 11 (protected areas), particularly regarding management effectiveness.

- IBRD/GEF *Project on the Gulf of Gabès Marine and Coastal Resources Protection* (GEF 1174): This project is developing sustainable use and management plans for the Gulf of Gabès marine and coastal regions in Tunisia. The project seeks to: (a) develop mechanisms for the integrated biodiversity management of the Gulf of Gabès at six pilot sites and implement three of them; and (b) identify the long-term institutional and technical resources required to reverse the current trend of biodiversity degradation through involvement of the communities concerned within a framework of promoting sustainable participatory development. These objectives are being accomplished through institutional strengthening, training, capacity building and dissemination, baseline data acquisition and applied biodiversity monitoring; and participatory biodiversity management plans and mainstreaming of biodiversity protection.

The NBSAP process will use the results of this project in the NBSAP chapter on Target 2 (integrating and mainstreaming biodiversity into sectoral plans and policies).

- IFAD/GEF project on *Support to Sustainable Land Management in the Siliana Governorate* (GEF 2709): The objective of the project is to remove barriers impeding the adoption of SLM practices in Siliana in combating land degradation, improving biodiversity conservation and reducing poverty. The project aims to mainstream SLM strategies into national and local development priorities, and strengthen cross-sectoral coordination.

The NBSAP process will use the results of this project in the NBSAP chapter on sustainable use, as well as in the mainstreaming of biodiversity into poverty alleviation plans.

- IBRD/GEF project on the *Second Natural Resources Management Project* (GEF 3669): The aim of the project is to improve the living conditions of rural communities in three governorates in terms of access to basic infrastructure and services, sustainable income increase, and improved natural resource management practices by fostering an integrated approach to community-based development

The NBSAP process will use the results of this project in the NBSAP section on poverty alleviation.

- IBRD/GEF *Project on Ecotourism and Conservation of Desert Biodiversity* (GEF 4035): The aim of the project is to help develop sustainable nature-based tourism (or ecotourism) as a means to promote environmental, financial, and social sustainability in Tunisia. It aims to reduce and reverse the degradation of Tunisia's natural capital by integrating conservation of desert biodiversity and desert lands at all levels of ecotourism development.

The NBSAP process will use the results of this project in the section on sustainable finance mechanisms for biodiversity conservation and sustainable use.

- AFD *Funding Framework for Watershed Management Project* launched in 2008/2009, covering priority watersheds in 10 Governorates totalling over 2 million ha and co-financed by AFD. This project is designed to support environmental issues i.e. natural resources management, soil and water conservation, erosion control and water harvesting, forest and rangeland participatory management, water reservoirs protection, etc.
- IBRD/BioCF *Programme of Activities for Soil Carbon Sequestration in Tunisia*, the PDD of which is under preparation. (The Programme proponent is the INGC). This PoA PIN was identified with the support of AFD and approved by the DNA and the BioCF who is committed to credit CERs.

The NBSAP process will use the results of this project in the section on sustainable finance mechanisms for biodiversity conservation and sustainable use.

The NBSAP National Project Manager, the host institutions and the UNDP Country Office will ensure that the EA project can benefit from technical synergies. Representatives and experts from the recent or on-going relevant biodiversity projects will be invited to NBSAP workshops and to participate, where relevant, in specific working groups. The aim is to ensure that the knowledge on biodiversity that these projects have collected and are producing can be incorporated into the NBSAP.

Project implementation arrangement

The project will be implemented over a period of 26 months. The Ministry of Environment (MOE) is the government institution responsible for the implementation of the project and will act as the *Executing Agency*.

UNDP is the *GEF Agency* for the project and accountable to the GEF for the use of funds. The project is nationally executed (NEX), in line with the Standard Basic Assistance Agreement (SBAA, 25 April 1987) between UNDP and the Government of Tunisia, and UNDP Tunisia's two-year strategy for the transitional period (2011-2013).

The overall responsibility for the project implementation by MOE implies the timely and verifiable attainment of project

objectives and outcomes. MOE will provide support and inputs towards the implementation of all project activities.

The MOE will nominate a high level official who will serve as the National Project Director (NPD) for the project implementation. The NPD who is also the CBD National Focal Point will chair the Project Steering Committee (PSC) and other relevant stakeholder, sectoral and working groups under the project, and be responsible for providing government oversight and guidance to the project implementation. The NPD will not be paid from the project funds, but will represent a part of Tunisia's contribution to the Project. The NPD will be supported by a project team, as well as UNDP's technical backstopping provided by the UNDP Country Office's Environment Focal Point and the UNDP/GEF Regional Technical Advisor responsible for the project.

Working closely with the MOE, the UNDP Country Office (UNDP-CO) will be responsible for: (i) providing project assurance services to government; (ii) recruitment of project staff and consultants, if so requested by government; (iii) overseeing financial expenditures against project budgets approved by PSC; (iv) appointment of independent financial auditors; and (v) ensuring that all activities including procurement and financial services are carried out in strict compliance with UNDP/GEF procedures. A UNDP staff member will be assigned with the responsibility for the day-to-day management and control over project finance.

A *National Project Steering Committee* (PSC) will be convened by MOE, and will serve as the project's coordination and decision-making body (Project Board). The PSC will include representation of key project stakeholders. The PSC meetings will be chaired by the NPD. It will meet as needed, but not less than once in 6 months, to review project progress, approve project work plans and approve major project deliverables. The PSC is responsible for ensuring that the project remains on course to deliver products of the required quality to meet the outcomes defined in the project document.

The day-to-day administration of the project will be carried out by a *Project Coordinating Unit* (PCU), comprising an NBSAP National Project Manager (NPM) and Project Admin & Finance Assistant. The NPM and further project staff including consultants will be recruited using standard UNDP recruitment procedures. The NPM is accountable to the MOE, UNDP and the PSC for the quality, timeliness and effectiveness of the activities carried out, as well as for the use of funds. The NPM will manage the implementation of all project activities, liaising and working closely with all partner institutions including the UNDP Country Office staff and UNDP/GEF Regional Technical Advisor, to link the project and ensure synergies with complementary national programs and initiatives. The NPM will also be supported by contracted additional national and international consultants and service providers, detailed in Annex A. Contracting of these consultants and service providers for the project will be done by the NPM, in consultation with UNDP and the MOE.

Comparative advantage of UNDP in Tunisia with respect to this project:

UNDP has historically been the largest GEF implementing agency in terms of assisting countries in undertaking biodiversity enabling activities, having assisted more than 100 countries with it through several projects. The GEF2 global project 'Biodiversity Support Programme' was jointly implemented with UNEP and has set the stage at the global level in the field of biodiversity planning among GEF eligible countries. Furthermore, UNDP assisted Tunisia in the preparation of its existing NBSAP and the 1st and 3rd National Reports to the CBD.

The Government of Tunisia has requested UNDP assistance in designing and implementing this project, due to UNDP's track record in supporting the preparation of NBSAPs and National Reports. UNDP currently supports the development and implementation of GEF projects in areas related to climate change, mainstreaming and biodiversity. UNDP has an established Country Office in Tunis with well-developed working relationships with the key stakeholders of the project. At least one professional staff and one support staff are directly in charge of the environment portfolio, in addition to senior management and operation support. Moreover, the project will benefit from the presence of a French-speaking UNDP/GEF Regional Technical Advisor dedicated to Ecosystems and Biodiversity based in Bratislava, Slovakia. UNDP also has extensive experience in integrated policy development, human resources development, institutional strengthening, and non-governmental and community participation.

Project's alignment with UNDP's program for Tunisia

The project is in line with UNDP Tunisia's transitional strategy for 2011-2013, which again is aligned with national environmental priorities. In particular, the project contributes to the transitional strategy's Outcome 1 under Objective 4: "Public institutions, civil society and public sector will have new tools for integrated natural resources and ecosystems management". This is implemented in a way to ensure consistency between sectoral strategies and priorities in the field of environment, climate change, and risk management, with special attention to low-carbon climate change resilience, gender and a focus on the most

vulnerable populations and areas.

Stakeholder involvement in the implementation of the project

The stakeholder involvement element is embedded in the description of several activities within this proposal which will have a consultative and participatory character. A full stakeholder involvement plan will be developed in connection with the preparation of the UNDP Project Document that will operationalize this proposal at the level of UNDP, allowing Tunisia to access the funding. This plan will depart from the following indicative and non-exhaustive list:

National government departments:

- Ministry of Environment including major General Directorates (General Directorate of the Environment and Quality of Life, General Directorate of Sustainable Development)
- Ministry of Agriculture including all Central General Directorates (General Directorate of Forests, General Directorate for agricultural land management and conservation; General Directorate of Water resources; etc.)
- Ministry of Regional Development and Planning
- Ministry of Investment and International Cooperation
- Ministry of Equipments and Habitat (General Directorate for land use planning)
- Ministry of Tourism
- Ministry of Industry and Technology
- Ministry of Culture

Institutions:

- National Agency for the Protection of the Environment (ANPE) including the Tunisian Observatory of the Environment and Sustainable Development (OTED)
- Agency of Coastal Management and Protection (APAL)
- National Gene Bank (BNG)
- National Institute of Research in Rural Engineering, Water and Forests (INRGREF)
- National Institute of Agronomic Research of Tunisia (INRAT)
- National Agronomic Institute of Tunisia (INAT)
- National Institute of Marine Science and Technology (INSTM)
- National Institute for Applied Sciences and technologies (INSAT)
- Faculty of Science at the University of Tunisia (Tunis, Sfax, Bizerte)
- Faculty of Pharmacy (Monastir)
- The Research Institute on Arid Regions
- Biotechnology Centre of Borj Cedria
- Biotechnology Centre of Sfax
- National Agency of Energy Conservation (ANME)
- National Office of Tunisian Tourism (ONTT)
- National University Centre of Scientific and Technical Documentation. (CNUDST)
- Society of Natural Sciences of Tunisia

Non Governmental Organisations:

- Tunisian Society of Biological Sciences
- Association of friends of birds
- ATPNE
- RANDET
- ASM Gafsa
- Etc.

The participation of NGOs and CSOs stakeholders in the implementation of this project will be ensured in every stage of it. NGOs and CSOs in Tunisia are very active in the environment arena. They play an important advocacy and 'watchdog' role with respect to biodiversity. Many of them count on extensive networks of stakeholders and have produced research data that can help enrich the products that this project will be concerned with. These advantages will be explored in full during project implementation.

Gender marking

Tunisia is an example of successful gender reform in an Arab and Muslim country. In the 1950s, the Tunisian government changed the former family code and accelerated the enrolment of girls in primary and secondary schools. By the 1980s, enrolment rates for both girls and boys were very high. The 1956 reform banned polygamy and repudiation, promoted consensual marriage and introduced equal divorce proceedings. Despite the reforms, inequalities remain evident in inheritance rights, which are governed by Islamic Sharia law. Muslim women may inherit from their father, mother, husband or children and, under certain conditions, from other family members. However, their share is generally smaller than that to which men are entitled. Daughters, for example, inherit only half as much as sons. Nonetheless, women have equal access to land and access to property other than land, and legally, women also have equal access to bank loans and can buy, sell and borrow freely. This high level of gender equity is important in the context of this proposal, since women rely disproportionately on natural resources.

The project coordination for this proposal will ensure that gender considerations become part and parcel of the updated NBSAP. COP guidance will be followed.¹² More specifically two are worth mentioning: (i) COP Decision 1X/24 on the approval and endorsement of the CBD Gender Plan of Action; and (ii) COP Decision X/19, which amongst other matters invited Parties to consider gender as a core cross-cutting issue in the implementation of biodiversity-related activities.

During the project inception the mandatory UNDP gender marker will be applied. This requires that each project in UNDP's ATLAS system be rated for gender relevance. This will for example include a brief analysis of how the project plans to achieve its environmental objective by addressing the differences in the roles and needs of women and men.

Furthermore, gender marking implies the production of the following data by the project's year 2 and by its end:

- Total number of full-time project staff that are women
- Total number of full-time project staff that are men
- Total number of Project Board members that are women
- Total number of project Board members that are men
- The number jobs created by the project that are held by women
- The number jobs created by the project that are held by men

D. DESCRIBE, IF POSSIBLE, THE EXPECTED COST-EFFECTIVENESS OF THE PROJECT:

The proposed GEF project will ensure that a national strategy and action plan guide all stakeholders and partners in the conservation of these precious resources. This is one way of making optimal use of biodiversity planning resources.

The project combines GEF funding with UNDP co-financing and a government investment in order to achieve the project objective without duplication to ensure the application of resources in the most critical areas. The government contribution to the project include the staff time of a National Project Director and of support staff at the MOE, a number of project activities, organization of and participation in Project Board meetings, plus other work related to reporting, work plan approvals, signing off on CDR reports, RDPs, reviewing APRs/PIRs. In addition, information and data will be collected and provided by the MOE and other state agencies regularly over the project's duration.

The cost-effectiveness of the proposed activities will further be ensured by combining government internal, national and international expertise in implementing similar projects. GEF funding of consultation costs will be kept to a minimum, as government can finance much of it from existing resources. The same applies to the national contribution to EA working groups.

The government of Tunisia wishes the work on the new NBSAP to be transformational from a biodiversity planning point of view, in particular with respect to the mainstreaming and ecosystem valuation aspects. This requires expertise that is not found in the country. Hence, the GEF's financing of specialized consultants and knowledge / capacity building within the framework of this project is essential to its success, to the extent that it finances the costs of going beyond what government would be able to do without foreign assistance. The GEF funding to the project will focus in overcoming this specific barrier. UNDP is well positioned to assist Tunisia source the necessary expertise for this EA project in a cost-effective manner.

Other options have been considered, e.g. sub-contracting an NGO to assist in NBSAP update as an entire 'package' of services to be rendered. High costs in fees from service providers would make such option less cost effective, coupled with the risk of biasing a document such as the NBSAP, which is supposed to reflect broad societal views on the national strategy for biodiversity.

¹² See e.g. www.cbd.int/doc/nbsap/nbsapcbw-pac-02/nbsap-nadi-scbd-gender.pdf and www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-49-en.pdf.

The project adopts the least-cost means of achieving the project's objectives and follows the activity norms and cost benchmarks defined by GEF guidelines. It will be built upon the strong foundation of the previous developed NBSAP, Capacity Assessments and National Reports.

E. DESCRIBE THE BUDGETED M&E PLAN:

Type of M&E activity	Responsible Parties	Budget US\$ <i>Excluding project team staff time</i>	Time frame
Inception Meeting	Project Coordinator UNDP CO UNDP GEF	\$5,000	Within first two months of project start up
Inception Report	Project Team UNDP CO	None	Immediately following IW
Measurement of Means of Verification for Project Purpose Indicators, Project Progress and Performance (measured on an annual basis)	Oversight by Project Manager Project team	To be finalized during the inception phase and determined as part of the Annual Work Plan's preparation.	Annually prior to ARR/PIR and to the definition of annual work plans
Simplified Biodiversity Enabling Activities Annual Project Review / Project Implementation Report (APR/PIR)	Project Team UNDP-CO UNDP-GEF	None	Annually
Quarterly progress reports	Project team	None	Quarterly
CDRs	Project Manager	None	Quarterly
Lessons Learned Log	Project Manager UNDP CO Programme Staff	None	Quarterly
Terminal Report	Project team UNDP-CO local consultant	\$1,000 for printing costs	At least one month before the end of the project
Lessons learned	Project team UNDP-GEF Regional Coordinating Unit (suggested formats for documenting best practices, etc.)	To be determined as part of the Annual Work Plan's preparation.	Yearly
Audit	UNDP-CO Project team	\$2,000 in total To be included in the CO audit plan.	Yearly
TOTAL indicative COST <i>Excluding project team staff time and UNDP staff and travel expenses</i>		US\$ 8,000	

F. EXPLAIN THE DEVIATIONS FROM TYPICAL COST RANGES (WHERE APPLICABLE):

N/A

PART III: APPROVAL/ENDORSEMENT BY GEF OPERATIONAL FOCAL POINT(S) AND GEF AGENCY(IES)

A. RECORD OF ENDORSEMENT OF GEF OPERATIONAL FOCAL POINT(S) ON BEHALF OF THE GOVERNMENT(S): (Please attach the [country endorsement letter\(s\)](#) with this template).

NAME	POSITION	MINISTRY	DATE
Mrs. Sabria BNOUNI	GEF Operational Focal Point	Ministry of Environment	28 April 2012


B. CONVENTION PARTICIPATION*

CONVENTION	DATE OF RATIFICATION/ ACCESSION (mm/dd/yy)	NATIONAL FOCAL POINT
CBD	07/15/1993	Mr. Nabil Hamada

*To be filled for NCSA proposals only

B. GEF AGENCY(IES) CERTIFICATION

This request has been prepared in accordance with GEF policies and procedures and meets the standards of the GEF Project Review Criteria for Biodiversity Enabling Activity approval.

Agency Coordinator, Agency name	Signature	Date (Month, day, year)	Project Contact Person	Telephone	E-mail Address
Yannick Glemarec, UNDP/GEF Executive Coordinator		July 20, 2012	Yves de Soye, Regional Technical Advisor and Financing Specialist, Ecosystems & Biodiversity	+421 2 59337 332; +421 911 360 250	yves.desoye@undp.org

ANNEX A. CONSULTANTS TO BE HIRED FOR THE ENABLING ACTIVITY

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$ / Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
For Project Management			
Local Consultants/Employees			
National Project Director In-kind contribution estimated at \$24K	n/a	n/a	The National Project Director (NPD) is a senior civil servant, who will serve as the focal point for the project within the national executing agency, the Ministry of Environment (MOE). Specifically with respect to this project, the NPD will be responsible for the following key tasks: <ul style="list-style-type: none"> - Have overall responsibility for the implementation of the project and the engagement of the government; - Guide and oversee the work of the Project Manager on a daily basis together with UNDP; - Certify the work plans for the project, financial reports and request for advance of funds under the project, ensuring their accuracy and in accordance with the project document; - Be responsible for the conduct of Project Steering Committee meetings, ensuring in particular high level participation from government and of other relevant stakeholders; - Ensure that products and publication produced by the project follow due the processes of approval within the government.
Administrative staff In-kind government contribution estimated at \$9,600	n/a	n/a	Administrative support to the NPD
NBSAP National Project Manager (<i>managerial tasks</i>) 28 weeks in total (of which 7 financed by GEF and 21 by UNDP) refer to the incumbent's managerial tasks, while 54 weeks (wholly financed by	1000	7	<i>Objective:</i> The NBSAP National Project Manager (NPM) will oversee and undertake the general administrative requirements of the project, including those related to project management and budget execution; and lead the overall process of the stocktaking, stakeholder consultation, national target setting processes, as well as the development of the NBSAP and its implementation plans in Tunisia, having overall responsibility for its quality and timely finalisation. <i>Key tasks:</i> Managerial Tasks <ul style="list-style-type: none"> - Ensure that the project's scope, budget, outcomes, outputs and activities are executed and objectives met in a timely and appropriate manner. - Identify and coordinate with other initiatives, programmes, national and international organisations and persons of relevance to the project's objectives. - Select suitable further project implementation partners, where required, and develop an overall

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
GEF) refer to technical tasks.			<p>implementation plan.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensure that the inception meeting results in a clear roadmap on the scope of services and project tasks to be accomplished, in association with the NBSAP International Advisor, UNDP and national execution partners. - Lead the development of detailed work plans and budgets, for submission to UNDP and national execution partners and others as appropriate. - Prepare the different project monitoring (technical and financial) reports required by UNDP and GEF. - Provide timely reporting of project status as required by the UNDP and national execution partners. <p>Technical Tasks</p> <ul style="list-style-type: none"> - Develop TORs for consultants, experts and working groups as well as specifications of materials required by the project, in consultation with the National Project Director, UNDP and the NBSAP International Advisor. - Lead the recruitment of the other consultants and experts involved in the NBSAP, and serve as their team leader facilitating, coordinating and monitoring their work and input, in association the NBSAP International Advisor, UNDP and national execution partners. - Hold meetings with key stakeholder representing sectors targeted for mainstreaming with a view to embedding and institutionalizing sectoral biodiversity mainstreaming strategies in the institutions, policies, agreements, programs and mechanisms of each sector, assisting the sectors in the development of targets and policy mainstreaming proposals. - Ensure that the conclusions from the different studies conducted under the project are incorporated into the NBSAP. - Ensure that all climate change-related issues that affect or are affected by biodiversity (including both adaptation and mitigation opportunities and measures), including those that are highlighted in the latest National Communication to the UNFCCC, are integrated and addressed in the NBSAP. - Ensure the timely drafting, completion and submission as well as a high technical quality of all consultancy and project deliverables, in association with the Project Steering Committee, UNDP and the NBSAP International Advisor. - Ensure the timely submission of the new NBSAP to the CBD Secretariat in compliance with agreed deadlines. - Any other duties assigned by the Project Committee that have direct relevance to the project. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Tunisia and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Review of the root causes of biodiversity loss in Tunisia by first identifying the threat and then the drivers behind the threats ➤ Biodiversity targets for Tunisia, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Study on ecosystem valuation in Tunisia ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia ➤ Study on exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia ➤ Assessments of capacity and finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance ➤ Third version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Tunisia ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP ➤ Fifth National Report <p><i>Qualifications and experience:</i> The NPM should have a bachelor or, preferably, advanced degree (MSc) in environmental or natural sciences, economics, social sciences, or management, with a minimum of 10 years experience in national or international project management, including at least 3 years at the senior level, and a track record in biodiversity management and policy. The NPM should also have: good leadership, coordination and facilitation skills and knowledge of environmental issues in Tunisia; a proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation); a proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality; ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences; good knowledge and understanding of the CBD decisions and processes. Previous experience in NBSAP development is an advantage.</p>
For Technical Assistance			
Local Consultants			
Technical staff	600	24	Technical support to the NPD
In-kind government contribution			
NBSAP National Project Manager <i>(technical tasks)</i>	1000	54	The number of weeks refers to the technical tasks in the above-described TOR.
28 weeks (of which 7 financed by GEF and 21 by UNDP) refer to the incumbent's			

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
managerial tasks, while 54 weeks (wholly financed by GEF) refer to technical tasks			
Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation	1250	16	<p>Play a leading and resource person role vis-a-vis the National Target Setting and in a number of national sub-national consultation processes for all relevant activities under the Enabling Activity project, and be the lead author for the Fifth National Report.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identify the root causes of biodiversity loss in Tunisia by first identifying the threat and then the drivers behind the threats. - Take stock of existing plans, policies and practices in Tunisia that result in biodiversity conservation or loss, and identify the challenges and key barriers in the policy environment impeding effective biodiversity management. - Identify options for overcoming existing barriers and challenges and the key gaps in the existing NBSAP - Develop methodologies and processes for the national and sub-national technical meetings and consultations, including for the participatory validation of the national targets and the draft NBSAP, increasing the likelihood of successful implementation of the new NBSAP. - Review base documents for the inputs to the sub-national technical meetings and consultations - Work on the preparation of base documents for technical meetings. - Carry out consultations with provincial authorities and organize sub-national technical meetings and consultations and National Technical meetings. - Collect and consolidate information arising from the technical meetings and regional consultations - Provide inputs for evaluation of institutional capabilities. - Work with local experts and government authorities to collect available information on biodiversity. - Provide inputs to the development of the NBSAP and its implementation plans - Function as the lead author of the Fifth National Report to the CBD. - <i>Contribution to the following deliverables:</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Tunisia and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Review of the root causes of biodiversity loss in Tunisia by first identifying the threat and then the drivers behind the threats ➤ Biodiversity targets for Tunisia, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on ecosystem valuation in Tunisia ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Study on exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia ➤ Assessments of capacity and finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance ➤ Third version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Tunisia ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP ➤ Fifth National Report <p><i>Qualifications and experience:</i> Should have a bachelor or, preferably, advanced degree (MSc) in environmental or natural sciences, economics, social sciences, or management, preferably with professional exposure to biodiversity conservation issues. Good facilitation skills and knowledge of environmental issues in Tunisia; a proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation); a proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality; ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences; knowledge and understanding of the CBD decisions and processes. Previous experience in NBSAP and National Report development is an advantage.</p>
National Expert - Environmental Economics & Finance consultant	1250	8	<p><i>Objectives:</i> The consultant will be responsible for carrying out specific tasks relating to: (i) Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation (under Component 2); ii) Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices, into national accounting frameworks, and into sectoral plans and strategies (under Component 2); and iii) Securing sustainable finance for NBSAP implementation, to include an assessment of finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance and sources of funding (under Component 3).</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identify and assess the full range of values of key ecosystem services within Tunisia, based on existing local, national, regional and global studies on the value of ecosystems and biodiversity, including: global and regional maps and overlays of key ecosystem services, the national TEEB valuation results (if any), and valuations of protected areas, medicinal and aromatic plants, and any other national ecosystem services studies that have been conducted (e.g. water, carbon). ▪ Identify the implications of these services for different stakeholder groups within the country, including those who benefit from, and pay for, the maintenance of these ecosystem services, and those that degrade ecosystems through unsustainable use. ▪ Estimate and demonstrate the value of key ecosystem services (using methods appropriate to each service), including the value of the ecosystem service in contributing to climate resilience, adaptation and mitigation; reducing poverty, and sustaining livelihoods. ▪ Where appropriate, this activity will also identify potential means of capturing the value of targeted

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<p>ecosystem services including through policies such as payments for ecosystem services and other positive incentives.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Implement the mainstreaming component of the project ▪ Identify priority biodiversity investment needs and opportunities based on the NBSAP ▪ Analyse existing internal sources of finance for NBSAP implementation including i) the national budget cycle and the allocation to public administrations (ministries), ii) the budget of local governments, iii) national funds to support local development, and iv) fiscal and economic instruments. ▪ Analyse all existing external sources of finance for NBSAP implementation (bilaterals and multilaterals, foundations, NGOs, private sector etc.) ▪ Analyse the range of potential further sources for NBSAP implementation (fiscal measures, tourism, infrastructure levies, bank loans, etc.) and provide recommendations for accessing these. ▪ NBSAP Integrated Financing Action Plan summarising concrete activities required to mobilise biodiversity finance for the 10-year period of the implementation of the NBSAP. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Study on ecosystem valuation in Tunisia ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia ➤ Third version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Tunisia ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP, in particular the assessment of finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc) in economics, environmental economics or a related field, with exposure to biodiversity valuation and financing issues at the international level. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation). Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage.</p>
National Expert - Capacity Development	1250	8	<p><i>Objective:</i> To objectively reveal Tunisia's capacity to effectively implement the obligations under the CBD, and to consolidate and prepare project components related to capacity needs and capacity development.</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolidate and analyze information on the existing legal framework, the current national and provincial institutional capacities and operational procedures, and the level of implementation and enforcement of the CBD and its decisions - Determine the level of willingness to implement a harmonized legal and policy framework as well as actions

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<p>on the ground that protect, sustainably use and safeguard biodiversity, ensuring relevant CBD obligations and activities are fulfilled.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assess whether the identified primary and secondary duty bearers have the necessary human resources to meet the specific obligations. - Assess the pattern and efficacy of participation at CBD regional and global technical committees and COP meetings. - Based on international best practice, recommend the most suitable institutional and/or accountability structure for the effective implementation and coordination of the CBD. - Identify and prioritise the capacity gaps and the capacity development needs required to effectively implement CBD obligations at all levels. - Based on international best practice, generate recommendations for capacity enhancement at all levels, and to enable rationalisation of capacity and efficient resource allocation during implementation with other MEAs. - Develop a comprehensive Capacity Development Programme and Training Action Plan aimed at an effective implementation and coordination of CBD at the national and sub-national government levels. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Tunisia and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP, especially with regard to the assessment of capacity needs <p><i>Selection criteria:</i> should have an advanced degree (Masters) in a relevant discipline such as Human Resource Management or Public Administration, and/or a minimum of 5 years professional experience in institutional/organisational development and change management. Proven experience in skills assessment, capacity development and training.</p>
International Consultants			
NBSAP International Advisor	3000	6	<p><i>Objectives:</i> To provide overall technical support through advisory and capacity building services to the stocktaking, stakeholder consultation, national target setting processes, as well as to the development of the NBSAP and its implementation plans in Tunisia. The NBSAP International Advisor will be an experienced expatriate consultant, with wide experience in biodiversity management and policy, and preferably with experience working in the Arab States region. He/she will be responsible for the technical quality control during the formulation of the NBSAP and for the timely finalisation of the NBSAP and a number of related products. The NBSAP International Advisor will render services to the National Project Director and NBSAP National Project Manager as his/her main clients.</p> <p><i>Key tasks:</i></p>

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<ul style="list-style-type: none"> - Under the overall guidance of the National Project Manager, national execution partners and the UNDP technical staff, ensure that the inception meeting results in a clear roadmap for the project. - Assist the National Project Manager in developing a detailed work plan on that basis, in executing the project's scope and budget, in identifying further implementation partners, and in coordinating the efforts allocated to the different activities and deliverables including the input and outputs of the different project consultants and service providers. This will imply reviewing and revising TORs and providing support in the recruitment of consultants and procurement of service providers upon demand. - Provide oversight, technical guidance and support to the consultants and working groups involved in the NBSAP, ensuring high technical quality of project deliverables. - Ensure that the conclusions from the different studies conducted under the project are incorporated into the NBSAP. - Ensure that all climate change-related issues that affect or are affected by biodiversity (including both adaptation and mitigation opportunities and measures), including those that are highlighted in the latest National Communication to the UNFCCC, are integrated and addressed in the NBSAP. - Submit draft, revised and final versions of the new NBSAP and of all NBSAP-related studies and reports to the National Project Manager, key national implementing partners and UNDP technical staff, as per the agreed timelines. - Ensure the timely completion of the new NBSAP and its timely submission to the CBD Secretariat in compliance with agreed deadlines. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Tunisia and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Review of the root causes of biodiversity loss in Tunisia by first identifying the threat and then the drivers behind the threats ➤ Biodiversity targets for Tunisia, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on ecosystem valuation in Tunisia ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Tunisia ➤ Study on exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia ➤ Assessments of capacity and finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance ➤ Third version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Tunisia ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<p>➤ Fifth National Report</p> <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc) in environmental or natural sciences, preferably with exposure to biodiversity conservation issues at the international level, in both the field and policy arenas. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation) in the biodiversity and ecosystem-based adaptation/mitigation areas. Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Solid knowledge and understanding of the CBD decisions and processes. Previous experience in the development of NBSAPs, especially at the international level, is an advantage. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage.</p>
International Specialist - Biodiversity and Climate Change	3000	4	<p>Objectives: The consultant will be responsible for carrying out specific tasks relating to the production of a report (under Component 2) on “Exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia”.</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Review, assess and expand on existing data relating to the full range of climate change impacts on, and the specific vulnerabilities of, biodiversity, ecosystems and their functioning, ecosystem services, economic sectors and human communities in Tunisia, in a geographically specific manner. Identify further work required in this regard. ▪ Identify areas important for improving nature’s ability to adapt to climate change, such as altitudinal gradients and conservation corridors. ▪ Assess the extent to which the country’s ecological gap assessment includes the predicted future distribution of biodiversity under climate change scenarios, making specific recommendations for protected area and corridor expansion, recommendations that should be realistically incorporated into Tunisia’s national biodiversity targets and revised NBSAP. ▪ Identify areas offering opportunities for cost effective and robust ecosystem-based adaptation measures and make recommendations for their management ▪ Based on existing data (e.g. from the WCMC work on carbon sinks and the Protected Area Database) and fine resolution GIS modelling, identify potential areas important for carbon sequestration in Tunisia and make recommendations for their protection and management, which may be incorporated into the national target setting exercise (in line with the global Aichi Targets) and into the country’s revised NBSAP. ▪ Identify areas of particular importance for restoration in order to improve climate resilience, adaptation and mitigation. ▪ As a result of the above, prepare specific inputs for the development of Tunisia’s new biodiversity targets, its new NBSAP and its Fifth National Report to the CBD, and the PoWPA Action Plan. ▪ Develop a written report that summarizes all findings.

<i>Position Titles</i>	<i>GEF only \$/ Person Week</i>	<i>Estimated Person Weeks</i>	<i>Tasks to be Performed</i>
			<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prepare a set of simple but strong key economic and political messages backed up by credible data from the results of the analysis to be included in the conclusion of the case study. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Biodiversity targets for Tunisia, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on exploring and costing options for biodiversity adaptation to climate change and for ecosystem-based adaptation through the development of a climate-resilient PoWPA Action Plan in Tunisia ➤ Third version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Tunisia ➤ Fifth National Report <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc) in the natural sciences and have significant technical experience on the climate change-biodiversity interface, internationally and in the region if not Tunisia. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation). Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage.</p>

ANNEX B. CHRONOGRAMME OF ACTIVITIES

Comp	Modules	Guiding activities under each module	2013				2014				2015			
			Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
1 Stocktaking and national target setting	I. Preparation	1. Rapid stocktaking and review of relevant plans, policies and reports		X	X	X	X							
		2. Identification of stakeholders; consultations and awareness		X	X	X	X							
		3. Rapid assessment of the causes and consequences of biodiversity loss highlighting the value of biodiversity and ecosystem services and their contribution to human well-being		X	X	X								
	II Setting national targets, principles & main priorities of the strategy	4. Setting national targets, principles, & main priorities of the strategy through national consultations				X	X							
2 NBSAP Update	III. Strategy and action plan development	5. Developing the strategy and actions to implement the agreed targets through national consultations				X	X	X	X	X				
		6. Application of the NBSAP to sub-national entities through sub-national and local consultations					X	X	X	X	X			
		7. Sectoral integration including mainstreaming into development, poverty reduction and climate change plans through sectoral consultations					X	X	X	X	X			
3 National frameworks for NBSAP implementation, CDB reporting and exchange mechanism	IV. Development of implementation plans and related activities	8a. Develop overarching and specific implementation plans							X	X	X			
		8b. Development of a plan for capacity development for NBSAP implementation.							X	X	X			
		9. Technology needs assessment								X	X			
		10. Development of a communication and outreach strategy for the NBSAP.								X	X			
		11. Development of a plan for resource mobilisation for NBSAP implementation							X	X	X			
	V. Institutional, monitoring, reporting and exchange	12. Establishment/ strengthening of national coordination structures				X	X	X	X	X	X	X		
		13. CHM updating								X	X	X		
		14. Development of indicators and monitoring approach							X	X	X	X		
15. Fifth National Report (Deadline March 14)								X	X	X				

Annex C: UNDP Total Budget and Workplan (included in the PRODOC)

Annexe 2. Lettre d'approbation de la Présidente Directrice Générale du FEM



NAOMI ISHII, PhD
Chief Executive Officer and Chairperson

1318 H Street, NW
Washington, DC 20421 USA
Tel: 202-473-3200
Fax: 202-322-3249/3248
E-mail: Nishi@TheGEF.org

August 08, 2012

Mr. Yannick Glemarec
GEF Executive Coordinator
United Nations Development Programme
One United Nations Plaza
304 East 45th St.
FF Bldg., 10th floor
New York, NY 10017

Dear Mr. Glemarec:

I am pleased to inform you that the following submission is approved and will be funded by the GEF Trust Fund:

Approval Stage:	CEO Approval
GEFSEC (PMIS) ID:	5046
Agency(ies):	UNDP
Agency ID:	4851 (UNDP)
Project Type:	Enabling Activity
Country(ies):	Tunisia
Name of Project:	National Biodiversity Planning to Support the Implementation of the CBD 2011-2020 Strategic Plan in Tunisia
GEF Grant:	\$220,000
Agency Fee:	\$22,000

This approval is subject to the comments made by the GEF Secretariat in the attached project review document. It is also based on the understanding that the project is in conformity with GEF focal areas strategies and in line with GEF policies and procedures.

Sincerely,

Naomi Ishii
CEO and Chairperson

Attachment: GEFSEC Project Review Document
cc: Country Operational Focal Point, GEF Agencies, STAP, Trustee

Annexe 3

Procès-verbal de la réunion du comité local d'examen des projets (CLEP)

Projet « PLANIFICATION NATIONALE EN MATIERE DE DIVERSITE BIOLOGIQUE EN APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE 2011-2020 DE LA CDB EN TUNISIE »		
Rapports d'évaluation de la disponibilité des GDA pour le projet :AGLEP en milieu rural		
[Sélectionner la date]	9 :30	PNUD
Réunion organisée	PNUD – Jihene Touil	
Type de réunion	Réunion du comité interne d'approbation des projets	
Participants	<ul style="list-style-type: none"> - M. Nabil Hamada – Point Focal national pour la biodiversité au Ministère de l'Environnement - M. Sadok El Amri – chargée du programme Environnement et Energie - PNUD - Mme Jihene Touil : Associée au programme Environnement et Energie - PNUD - Mme Leila Debbabi : Associée aux achast – département des opération PNUD 	
Présentation et commentaire du draft du document de projet		
Discussion		
Axes d'intervention :		
<p>Le PF CBD a présenté un peu le contexte et les grands axes du projet. Il a précisé que ce projet s'intègre dans les engagements de la Tunisie envers la Convention sur la Diversité Biologique et ce moyennant la mise en place d'une nouvelle stratégie nationale inspiré du du nouveau plan stratégique de la CBD (2011-2020) axé sur 20 objectifs scindés sur 5 grands axes.</p> <p>Il s'agit notamment de définir les lacunes et les points faibles de de la politique actuelle de la Tunisie en matière de gestion des éléments de la diversité biologique, hiérarchiser les priorités et mettre en place un plan d'action stratégique participatif afin d'assurer une meilleure gestion des écosystèmes, des espèces et des ressources génétiques.</p> <p>Intégrer la participatiou de la SC dans les differents axes : page 12 stakeholder consultation and participation ; page 20 au niveau du COPIL (national project steering committee) ; page 21 : stakeholder involvement in the implementation of the project.</p> <p>Préciser que la liste des ONG n'est pas exhaustive et que les ONG mentionnées sont à titre d'exemple.</p> <p>Axe 1 (page 4) :</p> <p>L'exercice du stocktaking : pousser le délai à Juin 2013 vu les délais courts. A la fin de 2012 on aura les consultants recruté et un atelier de démarrage pour le projet.</p> <p>La participation des ONGs dans l'exercice de stocktaking pourrait être par spécialité (zone humide, forêt, etc..).</p> <p>Page 8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau des institutions qui peuvent gérer la BD en Tunisie ajouter les networks mis en place (RANDET, TUNWET, etc...) - Other related BD planning processes and efforts : preciser que la strategie nationale pour le CC est en cours et ajouter une phrase sur la stratégie d'adaptation du littoral au CC qui a été finlisée. 		

Arrangement de gestion :

- Designer officiellement le directeur du projet dans les plus brefs délais
- Préparer les TdR du COPIL et impliquer la société civile comme membre
- Réviser vers la hausse la rémunération du coordinateur du projet afin d'avoir des personnes qualifiées et répondant aux responsabilités prévues dans les TdR. Dans ce cas la révision doit se faire pour le budget en général.
- Actualiser la durée du projet pour 36 mois au lieu de 26 mois vu que le nouveau contexte national nécessite plus de temps pour la concertation avec toutes les parties prenantes et notamment l'implication et l'engagement avec la société civile. Cette actualisation affectera le coût de gestion du projet et donc il est recommandé de voir la possibilité de mobiliser un fonds supplémentaire du cost charging du gouvernement de l'ordre de 50,000\$)
- Par conséquent actualiser les échéances des résultats à atteindre selon la nouvelle durée.

Aspects opérationnels :

- Lancer le recrutement d'un coordinateur de projet bien avant la signature du projet pour gagner du temps
- Mettre à jour le plan de procurement avec les achats prévus pour le démarrage du projet et le plan de recrutement vu l'urgence de lancer le projet

CONCLUSIONS ET POINTS D'ACTION	Personne responsable	Délai à respecter
Préparer et signer la lettre d'arrangement pour que l'appui opérationnel du PNUD au projet soit clair.	Unité E&E et PF CBD	30 Novembre 2012
Préparer les TdR pour le recrutement d'un coordinateur du projet et pour l'achat de matériels informatique et bureautique pour mettre en place l'unité de gestion.	PF CBD	18 Septembre 2012
Recruter le coordinateur et mettre en place l'unité de gestion	PNUD Tunisie (unité E&E et	1^{er} Décembre 2012
Finaliser le prodoc avec les commentaires	PF CBD et PNUD Tunisie et Yves	30 Novembre 2012
Préparer des TdR pour un support de communication pour l'atelier de démarrage	Directeur du projet et PNUD	15 Décembre 2012
Organiser l'atelier de démarrage du projet	PNUD Tunisie et Directeur du	Au plus tard 15 Décembre 2012
A créer le projet sur Atlas pour compléter le project ID sur le prodoc	Jihene	30 Novembre 2012
Envoyer tous les commentaires sur le document du projet	Tous les participants	15 Octobre 2012
Traduire tout le document en langue Française	Bureau régional ? ou consultant ?	A décider après signature du projet.

ANNEXE III : LETTRE D'ACCORD TYPE ENTRE LE PNUD ET LE GOUVERNEMENT POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'APPUI

- **Objet.** Le présent accord est utilisé lorsque le bureau de pays du PNUD fournit un appui pour la réalisation de programmes et projets dans le cadre de l'exécution nationale. Il a pour but d'assurer une protection juridique totale aux services d'appui fournis par le bureau de pays à l'exécution nationale. Étant donné que les services fournis actuellement par le PNUD n'étaient pas envisagés au moment de l'établissement de l'accord d'assistance type entre le gouvernement et le PNUD, le PNUD exige maintenant une protection sous forme de privilèges et immunités et de clauses qui le libèrent de toute responsabilité.
- **Signature.** Le présent accord est signé par une autorité gouvernementale ou un représentant officiel habilité à conférer une protection juridique totale au PNUD. (Il s'agit généralement du chef de l'État, du Premier ministre et/ou du Ministre des affaires étrangères).
- **Application de l'accord.** Le présent accord peut constituer :
 - (a) Un accord-cadre pour l'ensemble du pays bénéficiaire. Dans ce cas, la présente lettre d'accord est signée une fois pour toutes pour couvrir tous les services fournis dans le cadre de l'appui du PNUD.
 - (b) Un accord au cas par cas sous forme d'annexe au DAP ou descriptif de projet, projet par projet. Lorsque cette option est retenue, le DAP ou le descriptif de projet doit être signé, outre les autorités habituelles, par l'autorité habilitée à conférer des immunités et privilèges au PNUD (si elle est différente). Le texte de cette lettre d'accord est incorporé à la section II. G ('Aspects juridiques') du DAP et à la section I ('Contexte juridique') du descriptif de projet.
- **Dérogation.** En cas de réaménagement de la lettre d'accord type, il faut en informer le Bureau régional qui demandera l'approbation du Groupe d'appui opérationnel de la Division des politiques et procédures opérationnelles.
- **Dispositions applicables aux services d'appui en cours.** La lettre d'accord-cadre couvre tous les services d'appui passés, présents et futurs. Lorsque la lettre est à incorporer à un DAP ou descriptif de projet déjà approuvé, ses clauses doivent figurer dans la prochaine révision du budget, étant entendu que la révision doit être signée par l'autorité habilitée à conférer des privilèges et immunités au PNUD, outre sa signature par les autorités habituelles.
- **Responsabilité.** Le Représentant résident du PNUD est chargé de veiller à ce que l'accord soit signé par l'autorité habilitée à conférer des immunités et privilèges au PNUD. Le Représentant résident doit vérifier que l'autorité agréée a été dûment autorisée à conférer des immunités et privilèges.
- **Procédures.** La lettre d'accord est établie par le bureau de pays du PNUD. Après sa signature par l'autorité habilitée à conférer des immunités et privilèges au PNUD, le gouvernement conserve un original et le bureau de pays du PNUD l'autre. Un exemplaire devrait être communiqué au siège du PNUD (Groupe d'appui opérationnel). Les agents d'exécution au titre de l'exécution nationale devraient également en recevoir un exemplaire.

Monsieur [Sadok El Amri],

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants du gouvernement de [Tunisie] (ci-après désigné le « Gouvernement ») et les représentants du PNUD concernant la fourniture par le bureau de pays du PNUD d'un appui à des programmes ou projets au titre de l'exécution nationale. Le PNUD et le Gouvernement conviennent que le bureau de pays du PNUD fournisse les services décrits ci-dessous à la demande du Gouvernement par l'intermédiaire de son agent d'exécution désigné dans le document d'appui au programme ou le descriptif de projet approprié.

2. Le bureau de pays du PNUD fournit des services d'appui à l'exécution, notamment une assistance pour l'établissement des documents du projet et le paiement direct. En fournissant ces services d'appui, le bureau de pays doit veiller à renforcer la capacité de l'agent d'exécution afin de lui permettre d'entreprendre ces activités directement. Les frais engagés par le bureau de pays du PNUD dans la prestation des services d'appui sont imputés au budget d'administration du bureau.

3. En outre, le bureau de pays du PNUD peut fournir, à la demande de l'agent d'exécution, quelques services d'appui techniques et logistiques et surtout de l'expertise nationale et internationale.

4. Le bureau de pays du PNUD assure l'achat des biens et services et le recrutement du personnel affecté au programme ou projet conformément aux règlements, règles, politiques et procédures du PNUD. Les services d'appui décrits au paragraphe 3 ci-dessus doivent être détaillés à l'annexe au document d'appui au programme ou descriptif de projet, sous la forme figurant à l'appendice ci-joint. En cas de changement des conditions applicables aux services d'appui fournis par le

bureau de pays pendant la durée du programme ou projet, l'annexe est révisée par accord mutuel entre le Représentant résident du PNUD et l'agent d'exécution.

5. Les dispositions pertinentes de [Accord de base type avec le Gouvernement Tunisien sur l'assistance du PNUD - 25 avril 1987], y compris les dispositions concernant les privilèges et immunités, sont applicables à la fourniture de ces services. Le Gouvernement conserve la responsabilité d'ensemble de l'exécution nationale des programmes ou projets par le biais de l'agent d'exécution qu'il aura désigné. La responsabilité du bureau de pays du PNUD se limite à fournir les services d'appui définis dans l'annexe au document d'appui au programme ou au descriptif de projet.

6. En cas de réclamations ou de litiges découlant de la fourniture des services d'appui par le bureau de pays du PNUD conformément à la présente lettre, les dispositions pertinentes de l'accord de base type s'appliquent.

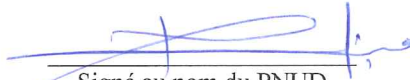
7. Les modalités de recouvrement des coûts par le bureau de pays du PNUD en rapport avec la fourniture des services d'appui décrits au paragraphe 3 doivent être précisées dans le document d'appui au programme ou dans le descriptif de projet.

8. Le bureau de pays du PNUD présente des rapports d'activités sur les services d'appui fournis et rend compte des dépenses remboursées, selon que de besoin.

9. Les présents arrangements ne peuvent être modifiés que d'un commun accord entre les parties.

10. Si les dispositions qui précèdent rencontrent votre agrément, je vous saurais gré de bien vouloir signer et retourner à notre bureau deux exemplaires de la présente lettre. Après signature, la présente lettre constituera un accord entre votre Gouvernement et le PNUD quant aux conditions régissant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à l'exécution nationale de programmes et projets.

Veillez agréer, Monsieur, les assurances de ma haute considération.



Signé au nom du PNUD
[Le Représentant Résident du PNUD]

[date] 23 Août 2013

Pour le Gouvernement –

[SE Sadok El Amri Secrétaire d'Etat pour l'Environnement

[date]



Le Secrétaire d'Etat
auprès du Ministre de l'Equipement
et de l'Environnement
Charge de l'Environnement
Sadok ELAMRI

APPENDICE

ANNEXE TYPE AU DOCUMENT D'APPUI AU PROGRAMME OU DESCRIPTIF DE PROJET SUR L'APPUI DU BUREAU DE PAYS DU PNUD

ANNEXE SUR L'APPUI DU BUREAU DE PAYS DU PNUD

1. Je me réfère aux consultations qui ont eu lieu entre [La Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie], l'agent d'exécution désigné par le Gouvernement de [Tunisie] et les représentants du PNUD concernant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à l'exécution nationale du projet « **Planification nationale en matière de diversité biologique en appui à la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 de la CDB en Tunisie** ».
2. Conformément aux dispositions de la lettre d'accord signée le [25 Avril 1987] et du document d'appui au programme ou descriptif de projet, le bureau de pays du PNUD fournira les services ci-après au programme [ou projet].
3. **Services à fournir:**

SERVICES D'APPUI (DESCRIPTION)	ÉCÉANCIER POUR LA FOURNITURE DES SERVICES D'APPUI
1. Recrutement d'experts nationaux et internationaux pour la rubrique de renforcement des capacités (AO, dépouillement, identification, et établissement de contrats de consultants)	Le processus se déclenche immédiatement après la réception de la demande de service.
2. Réservation de billets d'avion et/ou d'hôtels avec la préparation des frais de DSA en cas de mission dans le cadre des projets de coopération avec le PNUD	- Le PNUD doit recevoir la demande de service minimum 5 jours ouvrable avant le départ de la personne en question pour pouvoir assurer que le DSA soit prêt à temps - La réservation du billet est assurée dès réception de la demande de service
3. Acquisition d'équipements et fournitures avec tout ce qui en découle comme franchise	Le processus se déclenche immédiatement après la réception de la demande de service.

4. Description des fonctions et des responsabilités des parties concernées :

1. Le directeur de projet enverra une demande de service d'appui signée chaque fois qu'il y a nécessité au PNUD en expliquant le service demandé et en mentionnant un budget estimatif tout en tenant en compte du plan d'action annuel. La demande de service doit être accompagnée par :
 - Des termes de référence en cas de recrutement d'expert ou d'acquisition de matériel ; ou
 - De l'invitation au nom de la personne concernée en cas de réservation de billet d'avion et de préparation de DSA
2. Le PNUD de son côté, entame le processus d'appel d'offre/ acquisition/ réservation dès la réception de la demande de service et dès vérification de la disponibilité de fonds sur le projet en question. Les échéanciers correspondants sont sus mentionnés dans le tableau.

NB: Cette lettre d'accord couvre la période de mise en œuvre du projet

Page de signature



Au service
des peuples
et des nations

Programme des Nations Unies pour le Développement
Pays: Tunisie

DOCUMENT DE PROJET

Intitulé du Projet :	Planification nationale en matière de diversité biologique en appui à la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 de la CDB en Tunisie
Résultat(s) de la Stratégie des Nations Unies pour la Transition en Tunisie (Axe Environnement) :	Les institutions publiques, le secteur privé et la société civile disposent de nouveaux outils de gestion des ressources naturelles et des écosystèmes, y compris l'adaptation au changement climatique.
Effet principal du Plan Stratégique du PNUD pour la Transition en Tunisie (Axe Environnement & Développement Durable) :	La gestion de l'environnement, des ressources et des catastrophes naturelles est améliorée en prenant en compte les effets des changements climatiques .
Effet secondaire du Plan Stratégique du PNUD :	Intégration Environnement et Énergie
Partenaire national d'exécution :	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie - Ministère de l'Équipement et de l'Environnement (MEE)

Période du Programme:	26 mois
Désignation de l'Allocation Atlas:	00068614
Désignation du Projet:	00083689
Numéro PIMS	4851
Date de Démarrage :	01 Février 2013
Date de Clôture :	31 Mars 2015
Modalité de gestion	NEX
Date de la réunion CLEP	13/09/2012

Ressources totales du projet	\$320,400
Ressources géré par le PNUD	\$270,000
PNUD TRAC	\$50,000
FEM	\$220,000
Autres fonds gérés par les partenaires	\$50,000
Gouvernement (en nature)	\$50,000
ONG	-
Autres	-

Approuvé par (Gouvernement):

Le Secrétaire d'Etat
auprès du Ministre de l'Équipement
et de l'Environnement
Chargé de l'Environnement

Sadok ELAMRI

07 AOUT 2013

Date

Approuvé par le PNUD:

23 Aout 2013

Date



**AVENANT AU PROTOCOLE D'ACCORD
ENTRE
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
ET
LE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT (MEE)
SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

« Planification en matière de diversité biologique en appui à la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 de la CBD en Tunisie »

Il est fait référence au protocole d'accord signé le 23 Aout 2013 entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et le Ministère de l'Équipement et de l'Environnement - Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie (MEE-DGEQV). Eu égard à la portée de l'accord, et comme mentionné par les règles et règlements du PNUD, toute modification de l'accord nécessite un avenant par écrit entre les deux parties dûment signé par les représentants autorisés du MEE-DGEQV et du PNUD.

Par conséquent, les Parties conviennent par la présente de modifier le protocole d'accord susmentionné, comme suit:

- La rubrique budgétaire relative à l'activité 4 du projet intitulée « Gestion du projet » est modifiée pour refléter une réaffectation entre la ligne budgétaire « Equipement » et la ligne budgétaire « Miscellaneous Expenses ». La section III : « Budget Total et plan de travail » portant les modifications ci-dessous, est jointe au présent Avenant.

Gestion du projet	NEX	62000	GEF-10003	72400	Commnic & Audio Visual Equip	2000			2000	m	
	NEX	62000	GEF-10003	72200	Equipment	8000	6000	1500	300	o	
	NEX	62000	GEF-10003	71400	Service contract	7000			7000	b	
	NEX	62000	GEF-10003	74500	Miscellaneous Expenses	4500	1000	2000	1500	n	
	FEM Sous-total activité Atlas 4 (Gestion du Projet)						21500	7000	3500	11 000	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71400	Service contract	21 000	6000	13 000	2000	b	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	72400	Commnic & Audio Visual Equip	5000	2000	3000		m	
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	74100	Professional Services	2000		2000		p	
	PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 4 (Gestion du Projet)						28 000	8000	18 000	2000	
	TOTAL ACTIVITE 4 (Gestion du Projet)						49 500	14 500	20 000	13 000	
SOUS-TOTAL – FEM						220 000	32 833	128 501	58 667		
SOUS-TOTAL – PNUD TRAC						50 000	19 000	29 000	2000		
TOTAL GENERAL						270 000	51 833	157 501	60 667		

Néanmoins, toutes les autres conditions générales de l'accord, exception faite de la partie amendée dans le présent avenant, restent inchangées et continuent à être pleinement effectives et applicables.

Cet avenant a été signé par les représentants des parties à l'accord, en deux exemplaires originaux à la date indiquée en dessous de leurs noms respectifs.

Pour le PNUD :

Selomey Yamadjako
Représentante Résidente Adjointe
Par _____
(Signature) **Tunis**

(nom saisi ou imprimé)

Titre: Représentant Résident

Date: 20/9/2013

Pour le MEE-DGEQV:

Le Secrétaire d'Etat
auprès du Ministre de l'Equipe-
ment et de l'Environnement
Par _____
(Signature) **de l'Environnement**

Sadok ELAMRI
(nom saisi ou imprimé)

Titre: _____

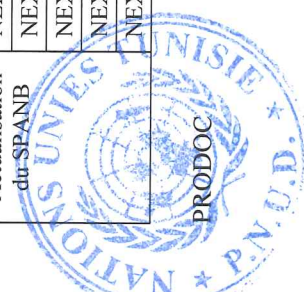
Date: 20 SEPT 2013

SECTION III : Budget total et plan de travail

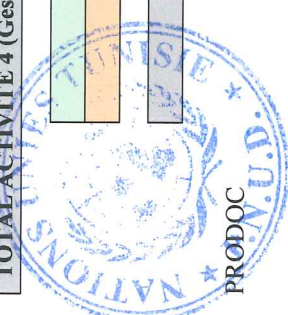
Award ID :	00068614
ID du projet :	00083689
Award Title :	PIMS 4851

Unité fonctionnelle :	Environnement et Energie
Titre du projet:	Planification nationale en matière de diversité biologique en appui à la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 de la CDB en Tunisie
Partenaire d'exécution:	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de la Vie - Ministère de l'Équipement et de l'Environnement

Composante FEM (résultat) / Activité Atlas	Partie responsable / Agent d'exécution	ID du fonds	Nom du bailleur de fonds	ERP / Code budget ATLAS	Description dans le budget ATLAS	Montant total (USD)	Montant en 2013 (USD)	Montant en 2014 (USD)	Montant en 2015 (USD)	Notes sur le budget
Comp 1. Bilan et définition des objectifs nationaux	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	6000	6000			a
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	5333	5333			b
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	5000	5000			c
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	4700	4700			d
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	6000		6000		e
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	4000		4000		f
	NEX	62000	GEF-10003	74100	Professional Services	4000		4000		i
	NEX	62000	GEF-10003	72200	Equipment and Furniture	4800	4800			g
FEM Sous-total activité Atlas 1 (Comp 1)						39 833	25 833	14 000	0	
NEX	04000	UNDP TRAC - 00012		75700	Training, Workshop & Conferences	5000	5000			q
NEX	04000	UNDP TRAC - 00012		71600	Travel	6000	6000			h
PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 1 (Comp 1)						11 000	11 000	0	0	
TOTAL ACTIVITE 1 (Comp 1)						50 833	36 833	14 000	0	
Comp 2. Actualisation du SPANB	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	6000		3000	3000	a
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	24 334		18 334	6000	b
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	8750		6 250	2500	c
	NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	6667		6 667		j
	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	12000		12 000		k
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	6000		6000		d
	NEX	62000	GEF-10003	71600	Travel	5000		2000	3000	h
	NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	6000		6000		e
NEX	62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	4000		4000		f	



Composante FEM (résultat) / Activité Atlas	Partie responsable / Agent d'exécution	ID du fonds	Nom du bailleur de fonds	ERP / Code budget ATLAS	Description dans le budget ATLAS	Montant total (USD)	Montant en 2013 (USD)	Montant en 2014 (USD)	Montant en 2015 (USD)	Notes sur le budget	
TOTAL ACTIVITE 2 (Comp 2)	NEX	62000	GEF-10003	74100	Professional Services	4000		4000		i	
	FEM Sous-total activité Atlas 2 (Comp 2)					82 751		68 251	14 500		
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71600	Travel	8000		8000		h	
	PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 2 (Comp 2)					8000	0	8000	0		
	TOTAL ACTIVITE 2 (Comp 2)					90 751	0	76 251	14 500		
	Comp 3. Cadres nationaux de mise en oeuvre du SPANB, mécanismes de présentation de rapports et d'échange	NEX	62000	GEF-10003	71200	International Consultants	6000		3000	3000	a
		NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	24 333		18 333	6000	b
		NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	6250		3750	2500	c
		NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	3333		1667	1667	j
		NEX	62000	GEF-10003	71300	Local Consultants	10 000		5000	5000	l
NEX		62000	GEF-10003	71600	Travel	6000		3000	3000	d	
NEX		62000	GEF-10003	71600	Travel	6000		3000	3000	h	
NEX		62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	6000		3000	3000	e	
NEX		62000	GEF-10003	72100	Contractual Services-Companies	4000		2000	2000	f	
NEX		62000	GEF-10003	74100	Professional Services	4000			4000	i	
TOTAL ACTIVITE 3 (Comp 3)	FEM Sous-total activité Atlas 3 (Comp 3)					75 916	0	42 750	33 167		
	NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71600	Travel	3000		3000		h	
	PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 3 (Comp 3)					3000	0	3000	0		
	TOTAL ACTIVITE 3 (Comp 3)					78 916	0	45 750	33 167		
	Gestion du projet	NEX	62000	GEF-10003	72400	Communic & Audio Visual Equip	2000			2000	m
		NEX	62000	GEF-10003	72200	Equipment	8000	6000	1500	500	o
		NEX	62000	GEF-10003	71400	Service contract	7000			7000	b
		NEX	62000	GEF-10003	74500	Miscellaneous Expenses	4500	1000	2000	1500	n
		FEM Sous-total activité Atlas 4 (Gestion du Projet)					21500	7000	3500	11 000	
		NEX	04000	UNDP TRAC - 00012	71400	Service contract	21 000	6000	13 000	2000	b
NEX		04000	UNDP TRAC - 00012	72400	Communic & Audio Visual Equip	5000	2000	3000		m	
NEX		04000	UNDP TRAC - 00012	74100	Professional Services	2000		2000		p	
PNUD TRAC Sous-total activité Atlas 4 (Gestion du Projet)					28 000	8000	18 000	2000			
TOTAL ACTIVITE 4 (Gestion du Projet)					49 500	14 500	20 000	13 000			
SOUS-TOTAL - FEM					220 000	32 833	128 501	58 667			
SOUS-TOTAL - PNUD TRAC					50 000	19 000	29 000	2000			
TOTAL GENERAL					270 000	51 833	157 501	60 667			



Budget Notes	
a	Int. Cons. (short-term): NBSAP International Advisor - 6 weeks at \$3000/week, totalling \$18,000, spread over the project's three Components on a weighted pro rata basis (Yr1 C1 6,000; Yr2 C2 3000 + C3 3000; Yr3 C2 3000 + C3 3000)
b	Nat. Cons. (long-term): NBSAP National Project Manager - 82 weeks at \$1000/week, totalling \$82000; on a weighted pro rata basis, 28 weeks of the incumbent's time dedicated to managerial tasks financed by UNDP (Yr1 8 weeks; Yr2 13 weeks; Yr3 7 wks) and 54 weeks to technical tasks and financed by GEF and spread over the project's three Components (Yr1 16 weeks across C1-3; Yr2 26 weeks across C2-3; Yr3 12 wks across C2-3).
c	Nat. Cons. (long-term): Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation - 16 weeks at \$1250/week, totalling \$20,000, spread over the project's three Components on a weighted pro rata basis (Yr1 4C1, Yr2 5C2+3C3, Yr3 2C2+2C3)
d	Domestic travel by stakeholders in connection with national consultations
e	National consultations in connection with target setting, NBSAP update and 5NR
f	Functioning of national and thematic working groups in connection with target setting, NBSAP update and 5NR
g	Acquisition of Laptops (2@US\$700) including software licenses , portable hard drive (2@US\$100), printer (2@US\$300), data projector (1@US\$600) and other peripherals (@US2000)
h	International travel costs to bring international consultants to country.
i	Translation of key documents and webdesign services
j	National. Cons. (short-term): National Expert - Environmental Economics & Finance - 8 weeks at \$1250/week, totalling \$10,000, spread as follows: 2/3 in Yr 2 Component 2, 1/6 in Y3 C2 + 1/6 in Yr 3 C3
k	International. Cons. (short-term): International Specialist - Biodiversity and Climate Change - 4 weeks at \$3000/week, totalling \$12000
l	Nat. Cons. (short-term): National Expert - Capacity Development - 8 weeks at \$1250/week, totalling \$10,000, equally spread across Yr 2 and Yr 3
m	Communication costs of the project unit incl. printing of Terminal Evaluation (\$1000)
n	Bank charges, insurance, exchange rate fluctuations and miscellaneous expenses which also include cost of any anticipated direct project services.
o	Contribution to the management unit set up
p	Project audit
Q	Inception workshop.